

# 1956 : l'« Octobre polonais »



« LE PARADIS DE TRAVAILLEURS »

*Dossier réalisé pour préparer un échange scolaire entre les élèves de Terminale du Lycée Français de Varsovie et du Lycée Français de Budapest.*

# Chronologie. La Pologne et la déstalinisation (1953-1959)

## A- 1953-1956 : le début du dégel partiel

*En ce début d'année 1953, la Pologne est une démocratie populaire (elle s'est dotée d'une nouvelle constitution en 1952). Elle est aux mains de Boleslaw Bierut, arrivé au pouvoir en 1948 après avoir écarté Wladyslaw Gomulka du poste de secrétaire général du parti ouvrier polonais (le POUP ou PZPR). La satellisation du pays est aboutie : c'est à Szarkla Poręba, en Pologne, qu'a été créé en septembre 1947, le Kominform, organe de consultation des différents partis communistes. En 1949 le maréchal soviétique Konstantin Rokossovski a été nommé ministre polonais de la Défense. Le Palais des Sciences et de la Culture, construit à Varsovie à partir de 1952, est le symbole de cette amitié forcée entre peuple russe et peuple polonais. Le POUP gouverne la PRL (constitution en 1952), la République populaire de Pologne, de façon totalitaire, avec l'aide considérable de la police politique et des « conseillers » soviétiques. Les répressions ne touchent pas seulement les opposants politiques, comme les soldats de l'AK ou les prêtres catholiques, mais aussi les fonctionnaires insoumis du Parti. Le stalinisme a donc cours en Pologne.*

5.III.1953 - **Mort de Staline**. En Tchécoslovaquie, où le dictateur Gottwald devait céder deux semaines après Staline, une réforme monétaire provoque, le 1<sup>er</sup> juin 1953, des troubles à Pilsen. A Berlin-est, c'est un relèvement des normes de travail qui fait descendre dans la rue, le 15 juin, les ouvriers du bâtiment. L'émeute est réprimée à l'aide des chars soviétiques. Mais en juillet, le chef de la police politique est-allemande est exclu du Comité Central. En Hongrie, le dégel débute sur l'ordre de Moscou. Les fonctions de Premier Secrétaire du Parti et de chef du gouvernement sont dissociées dès juillet 1953. Rakosi, tout-puissant jusqu'alors, doit céder la place à Imre Nagy, un communiste écarté du pouvoir en 1948. Ce dernier entreprend une réorganisation de l'économie et prend des mesures pour améliorer le niveau de vie et libéraliser la politique. L'attention aux conditions de vie est d'ailleurs le thème récurrent dans les capitales du bloc soviétique, avec pour corollaire une condamnation plus ou moins explicite du modèle stalinien d'industrialisation à outrance et une tendance à la baisse des livraisons obligatoires dans les campagnes.

En Pologne, les dirigeants veulent que leur pays se montre plus uni encore que l'URSS. Le Palais de la Culture à Varsovie devient ainsi le Palais Staline et la ville de **Katowice est rebaptisée Stalinograd**. Le zèle répressif de l'équipe dirigeante polonaise paraît d'autant plus décalé, en comparaison (Nagy se présente en "libéral" et dénonce « les internements élevés à la hauteur d'une institution », faisant relâcher des milliers de prisonniers, dont Janos Kadar). Les effets des changements en cours à Moscou et ailleurs se font attendre. L'arbitraire policier continue de régner après comme avant la mort de Staline. C'est en mai 1953, en effet, que sont exécutés les 19 condamnés à mort des procès politiques de 1951. Le seul geste fait par le régime est la séparation des fonctions de direction du Parti et du gouvernement.

Cependant, l'année de la mort de Staline est aussi celle de l'offensive contre l'Eglise, d'une offensive que le pouvoir voudrait décisive, tout en réalisant qu'il doit pour cela mobiliser d'autres moyens que la manipulation de groupes dissidents (opération de Pax et des "prêtres patriotes"). L'offensive indirecte n'ayant guère apporté de résultats probants, le pouvoir s'en prend donc directement à l'Eglise. Le 9 février un décret rend nécessaire l'accord des autorités à toute nomination et autorise celles-ci à annuler toute désignation qui ne leur agréé pas. Il impose également à l'Eglise l'obligation de révoquer tout clerc coupable d'avoir "commis, soutenu ou dissimulé une action illégale ou contraire à l'ordre public". Enfin, il exige de l'ensemble du clergé la prestation d'un serment d'allégeance à la République populaire de Pologne. Ce texte consacre la subordination de l'Eglise au pouvoir temporel, faisant pratiquement des prélats des fonctionnaires de l'Etat. Le cardinal Wyszyński comprend qu'accepter sans broncher ce diktat ne ferait qu'encourager le pouvoir dans ses intentions et, le 8 mai 1953, à l'occasion de la commémoration de la canonisation de Saint Stanislas, l'épiscopat fait parvenir à Bierut un mémoire retentissant. Ce document, signé par tous les évêques, démontre, en égrenant les griefs,

que le gouvernement a violé le *modus vivendi* du 14 avril 1950. Certes, convient l'épiscopat, "la vie purement religieuse a pu se développer (...) sans trop d'obstacles", mais nombre d'engagements pris alors n'ont été respectés ni dans la lettre, ni dans l'esprit : disparition de l'enseignement religieux dans les écoles publiques, liquidation des écoles, des organisations de jeunesse et des organes de presse de l'Eglise, pressions sur le clergé et manoeuvres de division de celui-ci à l'aide d'organisations dissidentes, ingérences caractérisées dans la vie interne de l'Eglise avec les tentatives de la censure de faire modifier les textes liturgiques, l'immixtion des autorités dans les élections de vicaires capitulaires ou encore les destitutions de prêtres et d'évêques. Le décret du 9 février est particulièrement visé dans le mémoire épiscopal : il enfreint la constitution de 1952 et le droit canon, ainsi que l'autorité souveraine du Saint-Père. Pour ces motifs, les évêques opposent une solennelle fin de non-recevoir au décret gouvernemental : "nous n'avons pas le droit de mettre sur les autels de César ce qui est à Dieu. Non possumus". Le même jour, une impressionnante foule de croyants, bravant l'interdiction des autorités, défile en procession à travers Cracovie, démontrant le soutien dont l'Eglise continue de jouir en Pologne. Un mois plus tard, une foule également nombreuse assiste, à Varsovie, le 4 juin, à la célébration de la Fête-Dieu par le cardinal Wyszyński qui dénonce en chaire la "tentative intolérable des communistes d'évincer la religion de la vie individuelle et de la vie sociale" et réitère le non possumus de mai.

Les manifestations de juin 1953 à Berlin-est ont également un effet de dramatisation et décident la direction du Parti - Bierut et Mazur - à ouvrir dès l'automne le procès de l'évêque de Kielce, Mgr Kaczmarek, emprisonné depuis plus de deux ans sous l'accusation de collaboration avec les Allemands. Il s'agit avant tout de terroriser l'épiscopat toujours rétif à la volonté du pouvoir. Le procès se tient du 14 au 21 septembre 1953, devant le tribunal militaire de Varsovie, dans le plus pur style stalinien. L'accusé "avoue" devant les juges avoir obéi aux occupants allemands et fait de l'espionnage au profit des Etats-Unis et du Vatican. Il est condamné à 12 ans de prison. Ses coaccusés se voient infliger des sentences de 5 à 10 ans pour "appartenance à un groupement anti-étatique et anti-populaire". Le gouvernement demande aussitôt au Primat de dégrader, dans l'ordre canonique, l'évêque condamné. Le cardinal s'y refuse et proteste énergiquement contre le verdict. Quelques jours plus tard, le 26 septembre vers 22 heures, le palais épiscopal de Varsovie est cerné par des agents de l'UB (Bezpieka) et perquisitionné - l'un des policiers est même mordu, pendant l'opération, par le chien du cardinal – tandis que **le Primat Wyszyński est arrêté**. On lui notifie une décision du gouvernement le suspendant, en vertu du décret du 9 février, de ses fonctions. Pour éviter des manifestations de protestation, l'opération a été menée dans le plus grand secret et le Primat est placé en résidence surveillée d'abord dans un cloître de la région d'Olsztyn. Il sera transféré d'un cloître à l'autre avant d'être finalement relégué, en octobre 1955, dans un monastère à l'extrême sud-est du pays. Le pouvoir, incontestable vainqueur de cette bataille, peut désormais pousser son avantage en multipliant les gestes qui ébranlent davantage encore l'autorité déjà affaiblie de l'Eglise. C'est ainsi qu'il obtient des quelque 25 évêques encore en liberté qu'il prêtent devant Cyrankiewicz, le 17 décembre 1953, le serment d'allégeance au régime prévu par le décret de février 1953. En 1954, il obtiendra le soutien des évêques, exprimé dans une lettre pastorale, aux élections locales. L'Eglise est soumise, dans ses activités quotidiennes, à un régime draconien : alors que jusqu'en 1953, les offices se déroulaient presque normalement, un tiers des lieux de culte est fermé. Les autorités achèvent de confisquer les propriétés, imprimeries, éditions et écoles catholiques. Des personnalités proches du pouvoir sont introduites au sein du personnel enseignant de l'Université Catholique de Lublin et de l'Académie Ecclésiastique, fondée après la fermeture des facultés de théologie. Ceux des prélats qui ne se plient pas à l'ordre nouveau endurent les rigueurs de la répression : 9 des 33 évêques sont en prison au début de l'année 1954, de même que quelque 900 prêtres. Le chiffre des catholiques - clercs et laïcs - emprisonnés atteindra 2 000 en 1955. Décapitée, affaiblie, L'Eglise polonaise demeure cependant fidèle à l'essentiel, à ses dogmes et au Vatican. Incarnation par excellence de cette "Eglise du silence" dont parlait Pie XII pour désigner le catholicisme dans les pays de l'Est, elle sortira de l'épreuve trempée et plus unie que jamais avec la nation.

En France, en cette année 1953, Czesław Miłosz publie *La Pensée captive. Essai sur les logocraties populaires*. Après avoir travaillé dans le service diplomatique de la PRL entre 1945 et 1950, Miłosz avait demandé l'asile politique à la France, où il avait déjà vécu dix ans. *La Pensée captive*

(Zniewolony Umysł) regroupe des essais qui dénoncent la passivité de l'intelligentsia polonaise devant le totalitarisme stalinien. L'ouvrage analyse subtilement l'attrait funeste de l'homme contemporain, et en particulier des intellectuels, pour le totalitarisme et montre par ailleurs l'étendue de la désillusion de Miłosz face à cette catégorie. De sa propre expérience, il a tiré l'une des analyses les plus fines de l'allégeance de l'intelligentsia dans le système communiste. Miłosz y brosse le portrait d'intellectuels polonais désignés par des initiales mais facilement reconnaissables, experts dans l'art du ketman, cette pratique de la dissimulation érigée en discipline philosophique sous la Perse médiévale : «Un premier compromis en amène un second et un troisième, jusqu'au moment où, enfin, tout ce qu'on dit est parfaitement rond et cohérent, mais n'a plus rien de commun avec la chair et le sang des hommes.» Son ouvrage est devenu un classique de la pensée antitotalitaire mais sera plutôt mal perçu par les intellectuels français alors majoritairement communistes ou compagnons de route. La même année est publié un autre roman de Miłosz, *La Prise du pouvoir* (Zdobycie władzy), largement autobiographique, qui évoque les événements de 1944-1945 en Pologne. Ces ouvrages sont bien sûr interdits en Pologne.

XI. 1953 – Au Ier Congrès du PZPR, le Bureau Politique admet à mots couverts que le plan sexennal n'a pas rempli tous les espoirs placés en lui quant à la croissance du niveau de vie ainsi qu'à la disponibilité des biens de consommation et produits alimentaires. Les partisans de Gomułka exploitent les difficultés engendrées par les dépenses d'armement pour critiquer la politique de Bierut.

10-17.III.1954 - Le IIème Congrès du PZPR introduit une détente dans l'exécution du plan sexennal, dont le taux d'investissement, supérieur à un quart du revenu national, est réduit. Les ressources ainsi libérées sont réallouées à l'agriculture et à l'industrie légère, en même temps que sont décidées des hausses de salaires. Mais le pouvoir, s'il desserre les contraintes pour l'agriculture individuelle, ne renonce pas à poursuivre la collectivisation.

VIII.1954 - Le dixième anniversaire de la Pologne socialiste approche. Pour marquer le coup, la direction communiste décide de construire "le plus grand et le plus bel édifice de l'Histoire", un édifice comme l'Europe de l'Ouest n'en verrait jamais. A chacun de ses anniversaires, la république populaire de Pologne s'est offert une "grande construction du socialisme". Cette fois-ci, ce sera un stade. Plus impressionnant encore que les 42 étages du "Palais de la Culture et des Sciences Joseph Staline", dont la construction est en train de s'achever. Le gouvernement lance le chantier en août 1954. Le stade doit être inauguré pour la fête mondiale de la jeunesse, le 22 juillet 1955. Il reste donc onze mois. Varsovie est encore en grande partie en ruines. Les décombres laissés par les bombardements sont réutilisés pour bâtir la nouvelle capitale. Le "stade du Xème anniversaire" n'y coupera pas. 1.600.000 m<sup>3</sup> de ruines sont transportées depuis le centre de Varsovie. Militaires, civils, femmes, enfants, vieillards, tout le monde prend la pelle. Toute la population est "invitée" à donner des heures bénévoles pour cette construction en temps record. Grazyna K. avait quinze ans au moment de la construction: "J'étais au lycée, on était tous des enfants de la guerre, petits et maigres. Le matin, à la place des cours, toute la classe était embarquée dans des camions et on nous emmenait travailler sur le stade. Il faisait chaud et il n'y avait pas d'eau à boire. Certaines filles s'évanouissaient, d'autres pleuraient. Ça s'appelait travail bénévole et social, mais on retirait des points à celles qui ne travaillaient pas bien, et elles étaient fichées pour conduite antisociale".

28.IX.1954 - A Washington, le lieutenant-colonel Józef Światło, ex-chef adjoint de département au Ministère polonais de la Sécurité Publique (organe de la police politique ou *Bezpieka*), tient une conférence de presse. Światło, craignant d'être exécuté comme la plupart des chefs de la sécurité sous Staline, avait préféré fuir par Berlin vers les Etats-Unis. Minutieusement entendu par les services spéciaux américains, il dévoilera à l'opinion publique, dix mois plus tard, un grand nombre d'informations sur les méthodes de travail de son administration d'origine, les tortures, les procès fabriqués, la personnalité des principaux dirigeants, leurs faiblesses et leur mise sous surveillance par la police secrète, le passé des uns et des autres. Invité au micro de Radio-Europe Libre ("Dans les coulisses du parti et des services de sécurité"), il dissèque jour après jour, pendant des mois, les turpitudes du régime de Varsovie. Ecoutées avec passion par les Polonais, **les émissions de Józef Światło** déclenchent la panique au sommet du pouvoir et dans les rangs de l'UBP. Les révélations de Światło seront par la suite envoyées depuis l'Occident en Pologne sous la forme originale de **brochures portées par des ballons poussés par les vents depuis la Bavière.**

29-30.XI.1954 - Une conférence exceptionnelle des principaux responsables de l'appareil central se tient. La direction du Parti est ébranlée par la sévérité des critiques qui lui sont adressées. Enhardis par le cours des événements en URSS, des hauts responsables du Parti dénoncent le style de direction du Bureau Politique, les rapports du Parti avec la nation, évoquent la question de la réhabilitation du Parti communiste d'avant-guerre (KPP), dissous en 1938, et la nécessité de réformer l'administration de l'économie. Pour la première fois, l'affaire Gomulka est mentionnée publiquement au sein du Parti : "ou il est coupable, alors jugez-le, ou il est innocent, alors relâchez-le", lance le président des syndicats. Le stalinisme polonais est ébranlé. Impensable du vivant de Staline, cette réunion revêt une importance historique pour la Pologne : la chape de terreur s'est fissurée, l'appareil de sécurité est sur la défensive et les apparatchiks du Parti n'ont plus peur. La lutte pour le pouvoir est ouverte.

7.XII.1954 - Bierut, affaibli, doit lâcher du lest. **Le Ministère de la Sécurité Publique est dissous** par décret du Conseil d'Etat. La plupart des hauts responsables de ce ministère sont, dans la plus grande discrétion, révoqués, deux d'entre eux exclus du Comité Central et un d'eux est jugé et condamné à 5 ans de prison. Par ailleurs, les deux officiers soviétiques placés à la tête de la Sécurité Militaire par le maréchal Rokossowski, sont expulsés. Ils seront, chacun, condamnés à 10 ans de camp à leur retour en URSS. Un petit nombre de prisonniers politiques sont libérés avant Noël - quelques centaines, des anciens soldats de l'AK pour la plupart -, pour les autres, les conditions de détentions s'amélioreront quelque peu.

13.XII.1954 - **Bierut fait libérer Gomulka** et sa femme, mais s'oppose à ce que cette mesure soit rendue publique. Elle ne sera connue qu'en avril 1956. Suivent en 1955 d'autres réhabilitations. Enfin, dans le numéro de décembre du mensuel théorique du Parti, *Nowe Drogi*, paraît un long article non signé qui admet, pour la première fois, que d'anciens opposants, comme les combattants de l'AK peuvent fort bien participer à l'"édification du socialisme" et suggère qu'une "déviation" - allusion à Gomulka - n'est pas assimilable à une entreprise de subversion. Dans le contexte d'une idéologie toujours marquée, à l'époque, du sceau de l'orthodoxie stalinienne, ces postulats constituent une véritable rupture, dont l'initiative revient aux idéologues du Parti eux-mêmes, lassés de la terreur.

21-24.I.1955 - Le IIIème plenum du Comité Central du PZPR adopte trois résolutions qui sont autant de désaveux de la politique passée de Bierut : l'une demande le respect du "principe léniniste (...) de collégialité de la direction" et vise directement la concentration du pouvoir et les méthodes autocratiques du Premier Secrétaire, la seconde réclame un "renforcement du contrôle du Parti sur l'action des organes de sécurité", la troisième, enfin, appelle en des termes critiques à plus de souplesse dans une économie toujours stalinienne. A l'issue de ce plenum, Bierut, s'il reste le maître, a perdu sa toute-puissance.

II.1955 - Paraît dans *Nowe Drogi* un nouvel article, signé cette fois-ci de Jerzy Morawski, porte-parole de la ligne de réforme du Parti, qui revient sur les "excès (...) les arrestations d'innocents (...) les preuves fabriquées et les méthodes indignes, inadmissibles d'enquête" pour annoncer que les libérations et réhabilitations d'innocents sont en cours. **2 000 prisonniers politiques environ sont libérés en l'espace d'un an et demi**, ce qui ne représente toujours qu'une infime proportion des quelque 70 000 détenus. La direction polonaise rejette donc la terreur de masse et son corollaire, la domination de l'appareil de sécurité sur l'appareil du Parti. C'était évidemment dans l'intérêt de la nomenklatura.

1955 - On assiste à un **relâchement de la censure et à l'émergence d'un courant révisionniste**, souhaitant revenir au centralisme démocratique de Lénine. Le 1<sup>er</sup> mai, le journal *Trybuna ludu* publie **les portraits des communistes éliminés par Staline de 1934 à 1938** ; **Adam Wazyk dénonce dans Poème pour adultes la misère des cités ouvrières** (21 août) ; le journal étudiant *Po prostu* (*Tout simplement*) devient le journal le plus libre et le plus recherché de Varsovie. Du 31 juillet au 14 août 1955 se tient, à Varsovie fort opportunément, le festival mondial de la jeunesse. C'est là, pour les jeunes Polonais, la première occasion, après 10 années de confinement, de se confronter avec d'autres cultures, la culture occidentale au premier chef. Il en restera un formidable engouement pour des symboles de cette culture, du jazz au cinéma, en passant par le vêtement et la danse. A l'occasion du festival est organisée, dans la capitale, une exposition de jeunes peintres exclus des circuits officiels et qui s'écartent résolument des principes du "réalisme socialiste", voire se définissent contre lui. Bien que les oeuvres exposées ne puissent, par leur hétérogénéité, définir une nouvelle école de peinture,

cette exposition demeurera, sous le nom de la salle qui l'abrita - l'"Arsenal" - un point de référence de la peinture polonaise.

IV.1955 – Profitant des épurations en URSS, le Hongrois Rakosi, qui n'avait pas l'intention de partager le pouvoir à long terme, organise une campagne contre Nagy qui doit démissionner et est exclu du parti. Mais les réformateurs du Parti et les intellectuels (club Petöfi) empêchent ensuite Rakosi de se maintenir au pouvoir. Moscou impose ensuite Erno Gero, non moins détesté par les Hongrois, tandis que Nagy est nommé Premier ministre.

11-14.V.1955 – Signature à Varsovie du Pacte militaire entre pays communistes. Le **Pacte de Varsovie** est présenté comme une alliance défensive constituée en riposte au réarmement de l'Allemagne et à son admission à l'O.T.A.N. Les relations avec l'Ouest ne subiront guère d'inflexion pendant ces années de "dégel" et c'est davantage dans les relations internes au camp socialiste ou avec des pays tiers que s'esquissent les premiers mouvements. **Une des craintes majeures de l'URSS sera de voir certains membres quitter le Pacte, particulièrement ceux qui sont en position de frontière avec le bloc occidental (Pologne et surtout Hongrie).**

26.V.1955 – Réconciliation soviéto-yougoslave. Lors de son voyage à Belgrade, Khrouchtchev déclare que "les graves accusations et offenses avancées à l'époque à l'encontre de la Yougoslavie étaient fabriquées par des ennemis du peuple (...) des provocateurs désormais démasqués". Le communiqué conjoint signé à l'issue de la visite reconnaît que "les différences entre les formes concrètes de développement du socialisme sont de la seule compétence des peuples concernés". Gomulka ne disait pas autre chose, ont désormais beau jeu de faire valoir ses partisans. En **juillet 1955** sont livrés le **"Palais de la science et de la culture" (le 12)** et le **stade du Xe anniversaire (le 22)**. Le 22 juillet 1955, jour anniversaire de la Pologne Populaire, le stade est inauguré en présence de 85.000 personnes. Le Festival Mondial de la Jeunesse est lancé. Le stade du Xème anniversaire devient également célèbre pour sa fête annuelle des moissons, "Dożynki". Danses populaires, gerbes de blé, partage du pain. Les agriculteurs les plus méritants du pays viennent au stade assister aux discours des hauts représentants du Parti. L'édifice n'a pas été conçu pour les compétitions sportives. Construit en temps record pour l'ouverture du Festival Mondial de la Jeunesse, il était essentiellement destiné aux grandes cérémonies organisées en l'honneur du Parti. Ses dimensions ne conviennent à aucune discipline sportive ; les sanitaires sont inexistantes, de même que l'éclairage ; et il n'existe aucune structure pour accueillir la presse et la télévision. Plus grave, l'état général de l'édifice est globalement désastreux. Il est évident que le stade, construit sur un amas de gravats, s'affaisse au fil des ans. Son espérance de vie semble des plus limitées.

A l'été 1955, arrivent en Pologne les premiers contingents de Polonais libérés des camps staliniens où ils croupissaient depuis la guerre. A l'automne 1955 s'ouvre une prudente discussion sur la "voie polonaise vers le socialisme".

24.II.1956 - Le XXe Congrès du Parti communiste d'URSS voit Khrouchtchev dénoncer une - petite - partie des crimes de Staline. Le Congrès clos, la délégation polonaise regagne Varsovie, sans Bierut, à qui l'on prête une grippe. Le bruit se répand vite, dans les milieux du Parti de la capitale, qu'il s'est passé quelque chose d'important au XXème Congrès. L'appareil veut savoir sans attendre le retour de Bierut et la convocation en bonne et due forme d'un plenum. La pression est telle que le Bureau Politique est contraint d'organiser à nouveau une conférence de l'"actif" central du Parti. Moins d'une centaine de responsables de l'appareil central du PZPR sont conviés à cette réunion prévue pour durer une journée, mais qui finira par se prolonger plusieurs jours. La **conférence, qui dévoile la teneur du rapport secret de Khrouchtchev** se transforme en un procès du stalinisme polonais. Bierut est durement pris à partie pendant les débats, rapportés chaque jour au Premier Secrétaire toujours à Moscou. A Varsovie, des responsables compromis se suicident.

13.III.1956 - Parvient à Varsovie la nouvelle du **décès de Bierut**, mort la veille d'une attaque cardiaque, suite des complications d'une pneumonie. La mort du dictateur prend de court la majorité des Polonais - qui ignoraient tout de sa maladie - et reste entourée de mystère. Les spéculations vont bon train sur un éventuel suicide. Bierut n'en reçoit pas moins le 16 mars des **funérailles nationales en présence de Khrouchtchev**, qui se déplace moins par compassion de camarade - il avait refusé de le recevoir pendant son séjour à Moscou - que pour superviser la succession à la tête du Parti.

20.III.1956 – Lors du VIème Congrès du Comité Central plenum **le Bureau Politique choisit Edward Ochab pour succéder à Bierut**. Deux jeunes responsables, partisans de la ligne "réformatrice", entrent au Secrétariat du Comité Central, dont Edward Gierak - 43 ans -, l'un des rares dirigeants communistes polonais qui, mineur en Silésie, puisse se prévaloir d'un passé d'ouvrier. Dans tout le bloc communiste, le PZPR est le "Parti frère" où le rapport secret de Khrouchtchev est le plus largement diffusé. Avec l'accord d'Ochab, **le rapport de Khrouchtchev est traduit et imprimé à plusieurs milliers d'exemplaires** ; une copie est remise aux correspondants occidentaux, Philippe Ben - *Le Monde* – (qui le transmet à un journal israélien qui le fait passer lui-même à la CIA), Sidney Gruson - *Herald Tribune* - et Flora Lewis - *New York Times*. C'est à partir d'une copie polonaise - elles se vendent sous le manteau dans les "bazars" de Varsovie pour 500 zlotys, près d'un mois de salaire - que le Département d'Etat américain révélera au monde entier la teneur du rapport de Khrouchtchev. Celui-ci en tiendra toujours rigueur à Ochab. Enfin, la déstalinisation dans les autres pays de l'Est n'est pas sans conséquence pour la Pologne : c'est en mars, en effet, que sont réhabilités, en Hongrie, Rajk, et en Bulgarie, Kostov. Or c'est le procès de Rajk qui avait été à l'origine de la mise en accusation de Gomulka.

IV-V.1956 - La disparition de Bierut ouvre la voie à une **vague d'épuration** : des remaniements ministériels destituent l'ancien ministre de la Sécurité Publique de ses fonctions de ministre des fermes d'Etat ainsi que les ministres de la Justice, de la Culture et des Affaires Etrangères. La justice est, elle aussi, le théâtre d'une vaste purge et de la révocation des procureurs artisans de la répression stalinienne et des procès truqués. Aux exécutants succèdent les commanditaires. Le 4 mai, **Berman**, qui fut au Parti l'autorité de tutelle de la police politique pendant toute la durée du stalinisme, est écarté du pouvoir et finira par être exclu du Parti en 1957. Cédant aux pressions de la base et d'une partie de la direction du Parti, Ochab consent également à une **revitalisation de la Diète (Sejm)** à qui on promet la restauration de ses fonctions de délibération, de législation et de contrôle. Même si le modèle ainsi esquissé reste très éloigné du parlementarisme occidental, une atmosphère de liberté s'installe. Les députés approuvent notamment un projet de loi d'amnistie déposé par le gouvernement, qui touche au premier chef les prisonniers politiques. Ceux-ci se voient accorder une remise totale de peine pour les condamnations à moins de 5 ans de prison, de moitié pour les peines de 5 à 10 ans et d'un tiers pour les peines de plus de 10 ans. **Sur 70 000 prisonniers détenus au 1er mai, 40 000 sortiront pendant les 3 premières semaines de mai.** Les derniers prisonniers politiques quitteront leur geôle en juillet. De nombreux prêtres figurent dans les rangs, mais, malgré les pressions croissantes, le pouvoir refusera toujours obstinément de rendre la liberté au cardinal Wyszynski, toujours relégué au monastère de Komańcza.

VI.1956 - Ochab, pris entre l'enclume des conservateurs et le marteau des "réformateurs", doit également se justifier devant les Soviétiques qui voient certes en lui le garant de la continuité dans les relations soviéto-polonaises, mais constatent une dérive "nationaliste" beaucoup plus marquée en Pologne que dans les autres pays satellites. Et lorsqu'il arrive à Moscou, en juin 1956, pour une réunion au sommet du CAEM, Ochab est accueilli par un article malveillant de la *Pravda* qui insinue que les Polonais refusent de livrer aux "pays frères" un charbon qu'ils possèdent en abondance. Le même thème est repris dans une attaque concertée de ses collègues hongrois, Gero, tchécoslovaque, Novotny, et est-allemand, Ulbricht, qui accusent ouvertement la direction du PZPR de manquer de "sens de la solidarité internationaliste".

## B- Le « printemps de Poznań » (juin 1956-octobre 1956)

*La situation économique n'est guère brillante en 1956. Nombre de Polonais doivent se contenter de 500 zlotys par mois, dont sont déduits les impôts, les cotisations obligatoires au syndicat ou à l'Association pour l'Amitié Soviète-Polonaise. Or une paire de chaussures coûte 400 zlotys, une chemise 270 et même si les produits de première nécessité sont subventionnés, le niveau de vie est médiocre, l'un des plus bas en Europe. Les Polonais sont las d'une vie quotidienne sans perspectives, des files d'attente devant les magasins, des conditions de logement exécrables, des transports en commun exténuants, de l'arrogance des bureaucrates assurés de l'impunité dans les entreprises, las, en un mot, de toujours "travailler pour la prochaine génération". L'idée reste largement répandue qu'on vit plus mal qu'avant 1950. Cette situation est d'autant plus mal ressentie que tout le monde connaît maintenant l'existence largement révélée par la presse, des "magasins aux rideaux jaunes", réservés à la nomenklatura du pouvoir. Contenue auparavant par la terreur policière, l'insatisfaction s'exprime désormais plus librement. Et dans les grands centres industriels du pays, la situation est si tendue et conflictuelle, en ce printemps 1956, que le pouvoir craint à tout moment la rupture. Tel est le cas dans le bassin houiller de Haute Silésie, où les mineurs sont poussés à la limite de leurs possibilités, ou à Łódź, où les ouvrières du textile sont excédées par la difficulté de la vie quotidienne. A Poznań, à l'usine ZISPO, un contentieux oppose depuis la fin de l'année 1955 les ouvriers avec la direction. Plus connue sous le nom de Cegielski - celui de l'ancien propriétaire, qu'elle retrouvera après les événements - l'usine fabrique du matériel ferroviaire et est, avec 15 000 salariés, une des plus grandes entreprises industrielles du pays. Tout d'abord, la reconversion de l'usine à la fin de la guerre de Corée à des fins de production civile a amputé les salaires ouvriers d'environ un quart. Ensuite, les normes de production sont régulièrement augmentées, rendant les primes de rendement pratiquement inaccessibles. Enfin, plus grave, depuis quelques mois, une charge fiscale grève indûment le paiement de leurs heures supplémentaires. Ni l'organisation du Parti dans l'usine, ni le syndicat ne soutiennent évidemment les ouvriers dans leurs revendications.*

15-25.VI.1956 - Le climat social est détestable à l'usine ZISPO de Poznań : des débrayages affectent quelques ateliers. Les 2 000 ouvriers de l'atelier W-3, qui produit des wagons de marchandises, sont à la pointe du mouvement.

26.VI.1956 - Une délégation de l'usine ZISPO arrive à Varsovie pour présenter au Ministère de la Construction Mécanique et au syndicat de la métallurgie leurs doléances. Le ministre, auquel les délégués font valoir les risques de grève générale, brandit la menace de l'intervention armée.

27.VI.1956 - La direction de l'usine, qui a provoqué des réunions dans les ateliers, promet la mise en place d'un nouveau système de calcul du salaire, sans parvenir à désamorcer la tension. Tard le soir, Ochab reçoit un appel téléphonique alarmiste du Premier Secrétaire du Parti pour la voïvodie de Poznań. L'homme rapporte d'une voix inquiète qu'il revient d'une réunion de cheminots à l'atelier de réparation du matériel ferroviaire de Poznań. L'atmosphère y est très tendue, les ouvriers se préparant à la grève générale et des groupes organisés se mobilisant contre le "pouvoir populaire". Gierek, le secrétaire du Comité Central nommé quelques mois plus tôt, ancien ouvrier, est aussitôt dépêché sur place où il arrive le 28 juin, aux premières heures du matin.

28.VI.1956 - A l'aube, les ouvriers de l'atelier W-3 refusent de prendre le travail, aussitôt imités par ceux des autres unités. Les **grévistes forment un cortège qui s'ébranle vers le centre de Poznań**. Dans la ville, la nouvelle se répand comme une traînée de poudre. D'autres usines, alertées par les piquets de grève de ZISPO, suivent le mouvement - qui se transforme en grève générale - et descendent dans la rue. Par un phénomène de boule de neige, le cortège grossit rapidement entonnant des cantiques et de vieux chants patriotiques interdits (hymne national religieux *Boże Coś Polskę...*).

A Varsovie, aux premières heures de la matinée, Ochab convoque d'urgence le Bureau Politique qui, à l'issue d'une brève réunion, décide d'envoyer à Poznań un délégué muni des pleins pouvoirs. Il emmènera avec lui le président des syndicats et un officier de l'Armée Rouge "prêté", comme Rokossowski, à l'armée polonaise. Ochab a, avec le ministre de la Défense, un entretien en tête-à-tête : **le maréchal Rokossowski se voit accorder par Ochab le droit de faire réduire la manifestation par l'armée**. Le Bureau Politique entérine la décision.



Sur place, le mouvement a pris de l'ampleur. De 50 à 100 000 personnes, selon les estimations, sont rassemblées sur la "Place de la Liberté" : des ouvriers, bien sûr, mais aussi des fonctionnaires, des étudiants, des lycéens et même, d'après les témoins, des soldats en uniforme. Calme au départ, **la manifestation est peu à peu gagnée par la tension**. Des manifestants commencent à arracher les banderoles de propagande qui ornent traditionnellement les édifices publics. Des mots d'ordre surgissent sur des pancartes de fortune : "du pain, de la liberté", "dehors les Russes", "libérez Wyszyński"... Une rumeur - fausse - électrise la foule : les délégués de l'usine ZISPO auraient été arrêtés à Varsovie. Désarmant au passage les miliciens dans les commissariats, la foule se dirige vers la prison où elle pense trouver les délégués emprisonnés. Les gardiens se rendent avec leur armement sans résistance. Les prisonniers - quelque 200 condamnés de droit commun seulement - sont libérés, les archives brûlées. Les manifestants s'en prennent au bâtiment du comité de voïvodie du Parti, dont les occupants ont pris le large, mettent à sac le siège du tribunal et du Parquet, ainsi que la station de brouillage radio qui se trouve au centre de la ville. Le coûteux appareillage est défenestré et saccagé par les manifestants. "Cette cochonnerie vaut 4 millions de zlotys", s'écrie un ouvrier, "et ma bonne femme n'a rien à mettre dans la marmite". Sous les yeux des visiteurs étrangers venus à la Foire Internationale de Poznań, la manifestation prend de plus en plus une tournure insurrectionnelle. Débordée par l'ampleur du mouvement, la Milice est incapable de réagir. Vers la fin de la matinée, la foule s'approche du siège de la police politique.

Depuis Varsovie, Ochab a donné l'ordre d'ouvrir le feu et **les premiers coups de feu éclatent** à ce moment-là, tirés par on ne sait pas qui. Des manifestants tombent. Des barricades surgissent, des magasins sont pillés. Un gavroche de 13 ans, Romek Strzałkowski, qui marchait en tête de la manifestation en portant un drapeau aux couleurs nationales sera retrouvé plus tard dans les locaux de l'UBP, tué d'une balle dans la tête. Il deviendra le héros et le martyr de la ville, dont une rue porte aujourd'hui son nom. Les autorités réussissent à mobiliser, en milieu de journée, les unités locales de la Milice et du Corps de Sécurité de l'Intérieur (KBW) équipées de quelques chars (T-34) qui interviennent contre la foule. Mais ils ne sont nullement préparés à une telle situation, leurs rangs sont éclaircis par les départs en permission et ils ne parviennent pas à dégager le bâtiment de la police politique. C'est à l'armée qu'il revient de réduire la révolte. Le général de l'Armée Rouge donne instruction de "faire donner l'infanterie, la cavalerie et, si besoin est, l'artillerie". Plusieurs unités étant en manoeuvre, il a fallu les rappeler. Vers 17 heures, la ville est verrouillée par les troupes d'élite des KBW et **les blindés de l'armée prennent position** dans les rues mouillées. C'est la confusion : des témoins voient des soldats fraterniser avec les manifestants, l'équipage d'un char est aperçu tirant à la mitrailleuse sur le bâtiment de l'UBP, tandis qu'un soldat qui refuse de tirer sur la foule est abattu par un officier. Mais la majeure partie de l'armée reste loyale au commandement et dans ce rapport de force par trop inégal, les insurgés perdent du terrain. Le couvre-feu est proclamé.

29-30.VI.1956 - Les combats de rue se poursuivent pendant la journée du 29 juin. Des émeutiers en armes se réfugient dans les pavillons de la Foire. Le Premier Ministre Cyrankiewicz, dans un discours radiodiffusé demeuré célèbre, s'en tient à la thèse du complot impérialiste, ajoutant, en une glaçante mise en garde : "tout provocateur (...) qui osera lever la main contre le pouvoir populaire doit être certain que celui-ci lui coupera cette main dans l'intérêt de la classe ouvrière (...) dans l'intérêt de la Patrie". Les derniers îlots de résistance tombent le samedi 30 au matin. **L'insurrection de Poznań est matée**. On relève 55 morts selon les données officielles, mais les estimations de source occidentale sont trois à quatre fois supérieures. Le bilan s'alourdit de 19 autres victimes, décédées par la suite : **74 morts** en tout, dont 66 civils, enterrés à la sauvette, et 8 membres des forces de l'ordre, qui reçoivent des funérailles officielles. Les émeutes ont fait quelque 300 blessés et 323 arrestations ont été opérées. Longtemps absent d'une scène politique occupée essentiellement par le Parti et l'intelligentsia, le peuple polonais s'est enfin exprimé avec des conséquences tragiques, à Poznań. **La révolte ouvrière va jouer un rôle déterminant** dans la lutte larvée pour le pouvoir qui se déroule dans les coulisses du Parti. Il est devenu urgent de préciser clairement la nouvelle ligne politique du Parti, tâche sans cesse ajournée depuis la disparition de Bierut, à cause des divisions au sommet. Moscou donne aussi des signes de nervosité.

18-28.VII.1956 - Le VIIème plenum du PZPR a été précédé de préparatifs fiévreux. Gomulka, qui continue de se taire, se trouve soudain au centre d'un ballet de visites discrètes de toutes sortes de

personnages. La rumeur d'un retour aux affaires du "Tito polonais" a largement transpiré hors du Parti. Ochab lui-même a, la veille du plenum, un entretien avec l'ancien proscrit. Dans une atmosphère tendue, ce dernier lui fait part de son souhait de réintégrer le Parti. Mais interrogé sur sa position vis-à-vis de la ligne du Parti, Gomulka estime qu'en ayant été injustement exclu, il n'a pas à s'expliquer pour revenir. La personnalité de Gomulka intéresse également les Soviétiques qui peuvent de moins en moins ignorer ce nouvel acteur d'une situation décidément mouvante. Le Congrès se prononce finalement pour la "poursuite de la démocratisation", la "lutte efficace contre la bureaucratie" et l'"approfondissement de la démocratie socialiste", qui déterminent cinq priorités :

- l'"extension de la démocratie ouvrière dans les entreprises";
- l'"élargissement de l'autonomie et des compétences des conseils nationaux";
- le "relèvement du rôle de la Diète et le contrôle du travail du gouvernement et des ministères";
- un "total respect de la légalité socialiste";
- le "développement de la critique à la base" et la "transparence de la vie politique".

Les relations avec l'Union Soviétique y sont traitées par les formules rituelles et seule une timide référence à l'"intérêt national de la Pologne" rappelle que cette question est au centre de toutes les préoccupations. Quant à l'économie, la résolution retient des objectifs qui s'écartent des schémas stalinien : relèvement du niveau de vie et limitation de l'investissement, recours accru aux stimulants matériels, développement de l'artisanat et de l'agriculture, décentralisation de la décision... Sur la réhabilitation de Gomulka, le consensus est plus aisé. Bien que poussées par des mobiles différents, les factions à la tête du Parti sont d'accord sur sa réintégration. A l'issue de ces 9 jours de débat - durée sans précédent dans le Parti - et de quelque 65 discours, la situation a incontestablement évolué en faveur des "réformateurs", mais le VIIème plenum n'a pas tranché sur les questions essentielles. Certes, les "conservateurs" ont perdu du terrain sur le plan des idées, mais ils conservent de solides positions au Bureau Politique et dans l'armée et jouissent de l'appui de Moscou et de l'appareil du Parti, menacé de perdre pouvoir et privilèges et resté très stalinien. L'élément le plus prometteur du plenum est sans doute l'évolution d'Ochab, qui **se résout à privilégier un compromis entre "réformateurs" et "conservateurs"**.

5.VIII.1956 - Paraît dans la presse la décision du plenum d'annuler la résolution de novembre 1949 du Comité Central "dans sa partie relative aux griefs, offensants et injustifiés, de tolérance envers des agents hostiles" dont Gomulka. Puis **le Bureau Politique décide de "rendre à Gomulka sa qualité de membre du Parti"**. Rien n'est dit, cependant, des accusations de "déviation nationaliste et droitière" portées contre lui dès 1948. La réparation du traitement qui lui a été réservé dans le passé n'implique pas encore, pour la majorité de la direction du Parti, de ralliement à ses thèses politiques.

VIII-IX.1956 - En août, le gouvernement annonce une hausse des salaires ouvriers, ainsi que la reconversion d'une partie des usines d'armement. Le 13 août, les Polonais apprennent que des élections générales seront organisées en décembre. Puis, à l'issue de négociations discrètes avec l'URSS, la Pologne obtient un crédit de 100 millions de roubles, un relèvement du prix payé pour le charbon polonais et le rapatriement de milliers de citoyens polonais toujours détenus ou retenus en URSS. En septembre, les mesures de réforme touchent l'agriculture : les livraisons obligatoires de lait sont supprimées, les "stations de machines et de tracteurs" dissoutes et leur matériel revendu aux paysans individuels, tandis que **commencent les premières dissolutions de coopératives agricoles**. Le gouvernement fait également savoir qu'un nouveau Code Pénal est en cours d'élaboration et les Polonais constatent que la délivrance des passeports est devenue beaucoup plus libérale. Dans le traitement des suites de l'affaire de Poznań, le pouvoir, finit par choisir la voie de l'apaisement. En septembre, la moitié des quelque 300 manifestants arrêtés est libérée. A un procès unique et spectaculaire, les autorités préfèrent plusieurs procès de moindre importance. Après des années de procès fabriqués et tenus à huis clos, **les procès de Poznań, qui s'ouvrent le 27 septembre, paraissent presque exemplaires** : les accusés ont droit à des défenseurs de leur choix, qui peuvent s'exprimer librement, et des professeurs d'Université aussi bien que des ouvriers viennent à la barre témoigner sur la dégradation du climat social. Le Parquet finit par admettre que la police était responsable de nombreuses brutalités et les accusés eux-mêmes se font accusateurs, dénonçant la misère morale et matérielle des ouvriers, la médiocrité de leurs conditions de travail. La présence dans la salle d'audience de nombreux observateurs occidentaux - diplomates, journalistes - donne à

l'événement un retentissement international, tandis que la presse polonaise, qui rend largement compte, chaque jour, des débats, transforme le procès en un débat politique public. Grâce à un choix judicieux des chefs d'inculpation, les peines infligées restent relativement modérées - de un an et demi à six ans de prison et quelques acquittements.

Provoqué dans la presse, les usines et parmi les intellectuels, le "dégel" acquiert une dynamique propre dans la société. La terreur stalinienne fait maintenant partie du passé et les Polonais n'ont plus peur de parler, de rencontrer des étrangers, de poser les vraies questions et de tester les limites des concessions du pouvoir. Le 1<sup>er</sup> mai 1956, dans le cortège officiel, un groupe d'étudiants entonne insolemment, devant la tribune des dignitaires du Comité Central, un vieux chant polonais : "O gloire à vous, messieurs les magnats". Puis, **le 1<sup>er</sup> août 1956, une manifestation silencieuse célèbre, pour la première fois, l'anniversaire du début de l'insurrection de Varsovie** dans un cimetière de la capitale. L'Eglise, elle aussi, marque qu'elle n'entend pas rester à l'écart de la "démocratisation". **La célébration du tricentenaire du couronnement de la Vierge réunit le 26 août à Częstochowa près d'un million de pèlerins.** Tous les évêques polonais en liberté - 34 - y concélébrèrent la messe et l'un d'entre eux, Mgr Klepacz, lit un message rédigé de la main du Primat. Puis, en signe de muette protestation contre l'internement du cardinal Wyszyński, le trône vide de celui-ci est ostensiblement porté pendant la procession, imposante de calme et de dignité. Dans la vie intellectuelle et culturelle, le processus de libéralisation amorcé en 1955 se poursuit. Parmi les intellectuels et les ouvriers eux-mêmes, une des idées plus discutées est celle de la participation ouvrière à la gestion de l'entreprise. **Les premiers conseils ouvriers sont fondés en septembre 1956, aux usines automobiles F.S.O. de Żerań dans la banlieue de Varsovie.** Assez rapidement, les revendications ouvrières vont dépasser le strict cadre de l'entreprise et revêtir une dimension plus politique et plus universelle. A l'exception de la Yougoslavie, tous les partis des "pays frères" sont persuadés qu'en Pologne la "contre-révolution" est en train de triompher. En octobre, la tension gagne encore quelques degrés. Forts de leurs points d'appui dans de nombreux comités de base du Parti - usines, Universités, jeunesses socialistes - les "réformateurs" du PZPR continuent de "mobiliser les masses" pour demander des "changements démocratiques", le retour de Gomułka, etc. Ces adresses affluent ensuite au Comité Central.

8.X.1956 – Lors de la réunion du Bureau politique du PZPR, est évoqué le problème que les officiers supérieurs de l'armée venant de l'URSS ne peuvent pas s'exprimer en polonais et ne possèdent pas la citoyenneté polonaise. Un autre problème soulevé est celui de l'intervention des ambassadeurs soviétiques dans les affaires intérieures du pays.

9.X.1956 - La rentrée universitaire vient jeter de l'huile sur le feu avec la convocation, à l'instigation d'un groupe de militants, d'un **grand rassemblement étudiant à l'Université de Varsovie**. Sous la forme d'une "lettre ouverte à tous les étudiants de Pologne", l'assemblée adopte une résolution audacieuse qui non seulement exprime son soutien à la "ligne démocrate" à la tête du Parti, mais demande la création d'une "nouvelle organisation révolutionnaire de la jeunesse" ainsi que d'une "Université politique ouvrière", la "transparence" dans la vie politique, une réglementation législative de la censure ou encore la suppression des articles du Code Pénal qui autorisent des condamnations politiques.

## C- L' « octobre polonais » (octobre 1956) et l'espoir Gomułka

12.X.1956 - Gomułka participe pour la première fois à une session du Bureau Politique, alors qu'il n'en est pas membre. La réunion est décisive. "Dans la situation où se trouve actuellement le Parti, nous pouvons aller à la catastrophe" déclare avec gravité Ochab, le Premier Secrétaire. Gomułka, dans un long réquisitoire, dénonce les errements du passé, stigmatisant pêle-mêle l'échec de la politique agricole, la crise économique, les livraisons sans contrepartie à l'URSS et l'omniprésence des "conseillers" soviétiques. Il précise : « vous ne réalisez pas quel état d'esprit s'est propagé chez les ouvriers et dans le pays... nous avons déjà réagi à cela dans le passé ... en nous trompant... il est possible de gouverner une nation sans gagner sa confiance, mais de tels gouvernements ne peuvent rester au pouvoir qu'avec des baïonnettes. Quiconque choisit cette option choisit aussi la voie qui mène au désastre total. Nous ne pouvons pas retourner aux vieilles méthodes. Nos difficultés actuelles proviennent de la faiblesse du Parti, de notre inconsistance ». Le Bureau Politique décide de convoquer pour le 19 octobre le VIIIème plenum du Comité Central et d'y proposer la réintégration de Gomułka et de deux de ses proches. **Le retour au pouvoir de l'ancien Premier Secrétaire ne fait plus de doute.** En danger de perdre la majorité dans l'instance dirigeant du Parti, les "conservateurs" alertent leurs protecteurs de Moscou. Les rumeurs d'intervention armée de l'URSS sont alors si insistantes que cette menace fait littéralement partie du paysage politique de la Pologne en ce mois d'octobre 1956. L'ambassadeur soviétique demande à Ochab de reporter la réunion. En vain. Le Bureau Politique, réuni d'urgence, repousse cette demande. L'affront est sans précédent dans l'histoire des relations entre Moscou et les démocraties populaires. Ochab en informe l'ambassadeur et lui fait part de la décision de nommer Gomułka Premier Secrétaire.

16.X.1956 – La presse annonce officiellement la candidature de Gomułka et précise qu'elle sera étudiée lors du VIIIe plenum.

17.X.1956 – Il est décidé que le Bureau politique serait réduit à 9 membres seulement, Gomułka inclus, et que Rokossovski et ses proches collaborateurs en seraient exclus.

18.X.1956 - Khrouchtchev fait savoir qu'il apprécierait de participer aux débats. Ochab lui suggère de venir à Varsovie le 21 octobre, à la fin du plenum. Ignorant cette fin de non-recevoir diplomatique, **Khrouchtchev** maintient son projet et **annonce son arrivée pour** le lendemain, jour de **l'ouverture du Congrès**, à la tête d'une imposante délégation du PCUS. A Varsovie, c'est le branle-bas. Le Bureau Politique est à nouveau réuni et arrête la composition de la délégation polonaise, qui décide de ne pas admettre les Soviétiques au plenum, mais de mener avec eux des pourparlers dans un lieu distinct - le château du Belvédère. Une délégation est composée où figurent Ochab et Gomułka - qui n'est pas encore formellement désigné Premier Secrétaire. En cette veille de plenum, l'excitation est à son comble. Pour prévenir la répétition des événements de Poznań, Ochab a convenu avec le maréchal Rokossowski d'un plan de déploiement aux points névralgiques de leurs unités respectives, en alerte depuis deux semaines. A ces préparatifs s'en superposent d'autres, qui échappent au contrôle des autorités polonaises : le 18 octobre, le chef de la région militaire de Varsovie, un général soviétique, réunit tous les chefs des unités de la garnison pour leur présenter un plan d'intervention et d'arrestations. Ochab, alerté, interroge aussitôt sur cette réunion Rokossowski qui nie en rougissant. **Des mouvements vers Varsovie de troupes soviétiques sont signalés**, en Basse Silésie notamment. Quant aux troupes polonaises, les unités mises en branle sont pour l'essentiel commandées par des officiers soviétiques : le corps des officiers polonais donne en effet, depuis quelques semaines déjà, surtout parmi les jeunes, des indices de sympathies nationalistes et de relâchement de la discipline. La rumeur se répand qu'un coup d'Etat militaire est en préparation, inspiré par les "conservateurs" : une liste de 700 personnes à arrêter en priorité - parmi lesquelles Gomułka - est interceptée à la veille du plenum par les ouvriers de Żeran, qui préviennent certains des intéressés. Nombre d'entre eux passeront cette nuit du 18 au 19 octobre hors de leur domicile. La rumeur déclenche de véritables réactions d'autodéfense, dans la plus pure tradition révolutionnaire. **Des milices ouvrières se constituent dans différentes usines de la capitale**, un réseau de communication - avec messagers et véhicules de transport - est mis en place entre les usines, l'Ecole Polytechnique et l'Université. Grâce à la complicité du chef du Corps de Sécurité de l'Intérieur (KBW), la milice ouvrière de Żeran dispose de quelque 800 armes à feu et grenades, ainsi que de munitions. La consigne est donnée de n'organiser

aucune manifestation dans la capitale pour ne pas fournir de prétexte à intervention, mais elle est mal respectée et des meetings se tiennent malgré tout afin que le plenum agisse sous la pression des ouvriers et de la jeunesse. **Varsovie enfiévrée a retrouvé le souffle des soirs d'insurrection.**

19.X.1956 - Vers 7 heures du matin, deux Tupolev soviétiques se sont annoncés au-dessus de l'aéroport militaire de Varsovie. Surpris par l'heure matinale, les dirigeants polonais sont accourus à la hâte. La composition de la délégation soviétique montre à quel point le problème est jugé sérieux à Moscou : de l'avion descendent Khrouchtchev, Lazar Kaganovich, Anastas Mikoyan, Vyacheslav Molotov, Nikolai Bulganin, le ministre de la Défense (Maréchal Zhukov), le commandant en chef des troupes du Pacte de Varsovie (Maréchal Konev), le commandant des forces armées (Général Antonov) et une dizaine de généraux en grande tenue. A peine descendu de la passerelle, rouge de colère, Khrouchtchev agite un poing menaçant à l'adresse de la délégation polonaise venue l'accueillir. Puis il se dirige ostensiblement vers le groupe d'officiers soviétiques et polonais convoqués là par l'état-major et les salue d'abord. Puis s'approchant d'Ochab, qu'il menace à nouveau du poing, il explose : "nous avons libéré ce pays par le sang de nos soldats et vous voulez le vendre aux Américains et aux sionistes ! Ca ne se passera pas ainsi". "Nous sommes les maîtres dans la capitale de la Pologne", réplique Ochab, "il n'est pas nécessaire de se livrer à un pareil spectacle à l'aéroport". Et un peu plus tard, en aparté : "nous ne repousserons pas le plenum, j'ai passé beaucoup d'années en prison et je n'en ai pas peur (...). Nous répondons pour notre pays et nous faisons ce que nous estimons opportun, car ce sont là nos affaires intérieures. Nous ne faisons rien qui menacerait les intérêts de nos alliés et notamment l'Union Soviétique". Le ton est donné. Pendant que le cortège officiel se rend au palais du Belvédère, niché dans la verdure au centre de Varsovie, où doivent se dérouler les entretiens, une partie des généraux gagne avec ostentation Legnica, le quartier général des forces armées soviétiques en Pologne.

A 10 heures, Ochab, qui a quitté les entretiens du Belvédère pour le siège du Comité Central, ouvre le plenum, explique qu'il n'a pu préparer le traditionnel rapport du Bureau Politique et donne lecture au Comité Central des décisions arrêtées quelques jours plus tôt et soumises à l'approbation du plenum : la cooptation au Comité Central de quatre nouveaux membres dont Gomułka, la réduction à neuf du nombre des membres du Bureau Politique et enfin l'élection de Gomułka au poste de Premier Secrétaire. Et, annonçant l'arrivée de la délégation soviétique, demande une suspension de séance jusqu'à 18 heures. En réponse à une question, il indique que les entretiens porteront sur les "relations polono-soviétiques". Et il repousse la suggestion d'élire un nouveau Bureau Politique avant d'ouvrir les pourparlers.

Pour ses conversations avec les dirigeants polonais, Khrouchtchev a prévu un argument : l'Armée Rouge. Elle se concentre, apprend-on, sur les frontières de la Pologne, en RDA, à l'ouest, sur le Bug, à l'Est, que certaines unités auraient d'ailleurs franchi. Des colonnes blindées soviétiques font mouvement, depuis la veille, de Wrocław et de la côte baltique sur Varsovie. La première est arrêtée à Sochaczew, à 70 kilomètres de la capitale, stoppée sans incidents par le KBW. Les unités soviétiques sont également signalées dans la banlieue, à Bielany, Łomianki et Jabłonna, tandis que dans la baie de Gdańsk est soudain apparu le croiseur "Jdanov" à la tête d'une escadre. Des unités de l'armée polonaise sont également engagées dans l'entreprise : l'une d'elles s'arrête aux abords de Varsovie, où les ouvriers de l'usine de Żeran expliquent aux soldats quel est le motif réel de leur mouvement. Les correspondants de presse occidentaux sont tenus informés d'heure en heure par les "réformateurs" polonais, bien décidés à donner la résonance internationale la plus large aux événements dont le pays est le théâtre. A Varsovie, l'annonce de l'arrivée des Soviétiques, les mouvements de troupes et des rumeurs contradictoires d'arrestations massives, ont porté la tension à son paroxysme. A l'écoute de la radio nationale ou de Radio-Europe Libre, le pays entier, retenant son souffle, suit d'heure en heure l'évolution de la situation. Toute la journée du vendredi, les messages de sympathie et résolutions de soutien affluent par milliers au Comité Central, en provenance des usines, des administrations, des comités du Parti et des Universités. **L'armée polonaise elle-même est gagnée par cette fièvre patriotique** et des réunions de militaires ont lieu un peu partout en Pologne, dont les participants expriment leur soutien au Comité Central ou encore demandent le départ du maréchal Rokossowski. L'une des rares voix dissonantes, quoique inaudible, est celle d'un très jeune général de brigade de 33 ans, qui se prononce contre le départ de Rokossowski et des officiers soviétiques de l'armée polonaise.

Il s'appelle Wojciech Jaruzelski et sera, quatre ans plus tard, chef du service politique de celle-ci. Dans la confusion et l'excitation du moment, la réalité a sans doute été déformée et amplifiée. Mais le fait est que d'importants mouvements de troupes soviétiques font peser sur la Pologne la menace d'une intervention armée. Cette circonstance donne pratiquement à la situation une dimension internationale. Dès le début des entretiens avec les Soviétiques au Belvédère, Ochab aborde ce point : "nous savons depuis hier que vos forces armées font mouvement de Legnica sur Varsovie ; si vous ne donnez pas l'ordre de retrait (...) nous ne mènerons pas les négociations avec un pistolet contre la tempe". Khrouchtchev répond en maugréant qu'il s'agit de manoeuvres banales. Ochab insiste "même si tel est le cas, il faut se rendre compte que la population considère ces mouvements comme une forme de pression sur la direction". Khrouchtchev donne finalement des instructions dans ce sens au commandant en chef des forces du Pacte de Varsovie. Vers le début des entretiens, Khrouchtchev se tourne vers Gomulka, déjà présenté comme le futur Premier Secrétaire, et déclare : "nous vous saluons, nous n'avons rien contre vous, nous vous souhaitons la bienvenue". "Mais lui", poursuit-il en désignant Ochab, "il n'a pas convenu avec nous (de cette nomination)". Les vraies négociations commencent, et prennent tout de suite une tournure houleuse. Khrouchtchev accuse, tempête, vocifère, invective, traite Ochab de "traître" et dénie à Gomulka le droit de parler au nom du Parti. Si les Polonais s'obstinent à changer la composition du Bureau Politique, menace-t-il, l'Union Soviétique fera usage de la force. Les Polonais rétorquent qu'il s'agit d'une affaire intérieure du Parti. Gomulka expliquera peu après, en privé, que Khrouchtchev redoutait avant tout que le départ du Bureau Politique du maréchal Rokossowski ne prélude à un retrait de la Pologne du Pacte de Varsovie, ce qui aurait non seulement affecté la cohésion du bloc soviétique, mais aussi la situation stratégique sur la frontière occidentale de l'URSS. Les entretiens se déroulent toute la journée du vendredi sans résultat apparent. Les Soviétiques soufflent tour à tour le chaud et le froid, alternant offre d'aide économique et menace d'utilisation de la force.

Mus par un réflexe patriotique, de milliers d'ouvriers, étudiants, volontaires de toutes conditions, montent la garde cette nuit du 19 au 20 octobre - certains en sont à leur deuxième nuit blanche - prêts à alerter la capitale en cas de danger. Vers minuit, alors que le ton monte à nouveau, Gomulka - qui est avec Ochab le seul à prendre la parole du côté polonais - déclare calmement : "c'est moi qui vais parler maintenant. Non pas ici, mais à la radio, et je dirai ce que nous avons entendu ici". Un studio a d'ailleurs été préparé à cette fin. La tension s'apaise. **Gomulka** s'explique alors longuement : la direction du PCUS, dit-il en substance, est mal informée du cours des événements en Pologne et des intentions du Parti polonais. Celui-ci **n'entend nullement rompre les alliances de la Pologne ou faire sortir celle-ci du Pacte de Varsovie. Le Parti conservera son "rôle dirigeant", c'est-à-dire le monopole du pouvoir, et veillera à ce que les manifestations d'antisoviétisme disparaissent de la presse** - on sait que ce dernier point avait particulièrement irrité les Soviétiques.

20.X.1956 - Vers 3 heures du matin, les deux parties conviennent d'un communiqué laconique qui indique qu'une délégation soviétique s'est rendue à Varsovie et qu'une délégation polonaise se rendra prochainement à Moscou. Les adieux sont presque cordiaux lorsque les Soviétiques quittent Varsovie vers 7 heures. Mais les troupes soviétiques n'ont pas reçu l'ordre de regagner leurs cantonnements et, à Moscou, paraît dans les colonnes de la *Pravda*, un article d'une violence inaccoutumée sur l'« antisoviétisme de la presse polonaise » accusée de « saper le socialisme » ("Antisovetskaya kampaniya v poliskol presse").

A 10 heures 30, le plenum reprend ses travaux suspendus. Un membre de la délégation polonaise rend compte des entretiens soviéto-polonais : "Les camarades soviétiques", déclare-t-il notamment, "ont donné comme motif de leur voyage (...) la profonde inquiétude du présidium du Comité Central du PCUS quant au développement de la situation en Pologne (...). Ils étaient particulièrement préoccupés de l'intensification de toutes formes de propagande antisoviétique et de notre absence ou insuffisance de réaction à cette propagande (...). Les camarades se sont également intéressés à nos intentions quant à la composition de la nouvelle direction du Parti". Ochab et Rokossowski sont interpellés sans ménagements sur les mouvements de troupes de la veille en direction de Varsovie : mais, avec l'accord de Gomulka, Ochab se contente de quelques explications vagues et peu satisfaisantes. Tout danger n'est, en effet, pas écarté et d'autres débats sont plus urgents. Celui du **programme de Gomulka**, par exemple, **que celui-ci expose à la tribune du plenum**, dans un long discours, remarquable de maîtrise

et de souffle. Fait exceptionnel, le discours est **retransmis par la radio**. Gomułka commence par un réquisitoire en règle contre la version polonaise du stalinisme qu'il rejette sans hésiter dans un "passé révolu". Ce système avait "envoyé des innocents à la mort" ; "d'autres, y compris des communistes, étaient emprisonnés, quoique non coupables, souvent pendant des années. Et nombreux sont ceux qui ont été soumis à des tortures bestiales". Quant à l'économie, le stalinisme l'avait conduite à une faillite dissimulée par des statistiques mensongères : ruine de l'agriculture et de l'artisanat, baisse d'un niveau de vie déjà médiocre au cours des dernières années, industrialisation irrationnelle et planification inefficace. Sur les événements de Poznań, Gomułka balaie la thèse de l'intervention étrangère : "récemment la classe ouvrière a donné une sévère leçon à la direction du Parti et au gouvernement (...) les manifestants de Poznań criaient à voix haute : assez ! nous ne pouvons continuer ainsi ! (Ils) ne protestaient pas contre (...) le socialisme. Ils protestaient contre le mal qui s'était instillé dans notre système social (...) contre la dénaturation des principes fondamentaux du socialisme qui était leur idéal (...) la tentative malencontreuse (...) de présenter la douloureuse tragédie de Poznań comme l'oeuvre d'agents impérialistes et provocateurs était politiquement naïve". Ces critiques déterminent en partie le projet politique de Gomułka. En économie, ses propositions s'écartent du modèle soviétique : il préconise l'abandon de la collectivisation forcée de l'agriculture au profit d'une socialisation sur une base exclusivement volontaire, une plus grande autonomie des entreprises, dotées d'une comptabilité économique et de "conseils ouvriers," une réforme du système des prix et du système fiscal, le recours aux stimulants matériels et l'encouragement de l'artisanat privé. Cette quasi-hérésie découle d'un postulat énoncé par Gomułka : l'essence du socialisme, dit-il, est l'"abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme". Mais "les façons d'atteindre cet objectif peuvent être différentes" et sont déterminées par le "lieu et le moment". Ce postulat emporte des conséquences pour les relations avec l'Union Soviétique : Gomułka réclame le droit pour chaque pays à la "totale indépendance" et à un "gouvernement souverain". "Cela devrait être ainsi", ajoute-t-il, "et je dirais même que cela commencera à être ainsi". Mais il circonscrit clairement les limites du modèle : "nous ne laisserons personne profiter du processus de démocratisation pour saper le socialisme". C'est au Parti et à lui seul qu'il revient de conduire ce processus. C'est lui, aussi, qui veillera à ce qu'il ne donne pas lieu à un état d'esprit antisoviétique.

Après le départ de la délégation soviétique, la tension est quelque peu retombée dans Varsovie, bien que le spectre de l'intervention continue de planer. Dans l'après-midi, un meeting de quelque 20 000 personnes est réuni à l'Ecole Polytechnique, haut lieu de l'agitation étudiante dans la capitale. Il s'agit, bien entendu, de soutenir la ligne "réformatrice".

En revanche, à l'étranger, les réactions favorables se font attendre : seule la presse et la radio hongroises manifestent aussitôt leur sympathie ; on apprend en fin de journée que Tito et Mao ont mis en garde Moscou contre une intervention en Pologne.

21.X.1956 - Le soir, après avoir entendu une vingtaine d'orateurs, le plenum achève ses travaux en élisant sa nouvelle direction. Pour la première fois, les membres du Bureau Politique sont élus individuellement et au scrutin secret. **Le vote du Congrès est un triomphe pour Gomułka** : aucun des "conservateurs" n'est reconduit, tandis que Rokossowski ne recueille que 23 voix sur 75. Dans la nuit de dimanche, le nouveau chef du Parti polonais reçoit un appel téléphonique de Khrouchtchev, qui lui présente ses vœux de succès. Dans la rue, à Varsovie et ailleurs, dans les innombrables réunions organisées dans le pays, on exulte : Gomułka, martyr devenu héros, a fait reculer les Russes. **L'enthousiasme des Polonais menace à tout moment d'échapper au contrôle du pouvoir pour se muer, par réaction en chaîne, en une explosion de ressentiment antisoviétique.** Des incidents de caractère anti-soviétique ont en effet lieu à Łódź, à Szczecin, en Silésie à Gliwice et à Wrocław. Mais c'est en dehors des frontières de la Pologne, en Hongrie, que la réaction en chaîne fatale va se produire, revêtant en l'espace de dix jours une dimension incontrôlable et un caractère de tragédie nationale.

22.X.1956 - Budapest, où règne un état d'esprit analogue à celui de la Pologne, est gagnée par une forte agitation des étudiants, qui appellent à une manifestation de solidarité avec la Pologne, le lendemain, devant la statue de Józef Bem - un général polonais héros de l'insurrection hongroise de 1848. Le sentiment qui anime les Hongrois va cependant loin au-delà de la solidarité : "suspendus aux nouvelles de Varsovie, ils interprètent la victoire de Gomułka contre les staliniens, contre les Soviétiques, comme une préfiguration du destin qui les attend", note l'historien François Fejtő, "le

déroulement des événements de Pologne leur fait croire qu'il est désormais possible de réaliser la voie hongroise du socialisme, à condition que la direction du Parti saisisse l'occasion et agisse vite". Etudiants et intellectuels demandent la mise en jugement du stalinien Rakosi et le retour au pouvoir d'Imre Nagy, populaire et favorable aux réformes. Des conseils ouvriers se forment qui réclament des augmentations de salaires et appellent à la grève générale. Bientôt les étudiants élaborent un véritable programme qui exige le pluralisme politique, la réorganisation de l'économie, le départ des troupes soviétiques. Au début interdite, la manifestation des étudiants est finalement autorisée.

23.X.1956 - Tout Budapest descend dans la rue pour crier son rejet du système. L'engrenage est enclenché. Des coups de feu sont tirés. La situation revêt rapidement une tournure insurrectionnelle. En plein désarroi, le pouvoir fait appel le lendemain matin à la garnison soviétique pour rétablir l'ordre. Le comportement provocateur de Gero, l'affrontement avec les forces de la sécurité et l'appel au secours adressé aux troupes soviétiques transforment la manifestation, au départ pacifique, en une révolution. Suivi heure par heure en Pologne, le malheur qui frappe le "pays frère" le plus cher au coeur des Polonais fait encore grimper la tension chez ceux-ci, qui se sentent promis au même sort à tout moment.

24.X.1956 - Au milieu des luttes sanglantes, des lynchages d'agents de la sécurité (AHV), la direction du Parti perdit le contrôle de la situation, condamnant la « contre-révolution » et cooptant en même temps Nagy qui essayait de donner une orientation réformiste à ce que Raymond Aron appelle la première « révolution antitotalitaire » dans l'histoire. Le 24 octobre, Imre Nagy devient chef du gouvernement, et Kadar devient premier secrétaire du parti le lendemain et vice-président du gouvernement. Du fait de l'intervention soviétique, l'insurrection se généralise, en prenant des aspects de plus en plus anti-communistes. Nagy obtient le retrait des soviétiques et ordonne le cessez-le-feu. Mais l'agitation perdure, les partis politiques se reconstituent et Nagy, débordé, essaie de former un cabinet de coalition. C'est dans ce climat que Gomulka se prépare, ce mercredi 24 octobre, à prendre la parole devant quelque 400 000 Varsoviens réunis sur la Place des Défilés, sous la silhouette disgracieuse du Palais de la Science et de la Culture, en plein centre de la capitale. Il se prête à contrecœur à cet exercice, lui qui n'aime guère les meetings, surtout de ce type, imprévisibles, qui peuvent dégénérer sans préavis. Mais il a cédé à l'insistance du Premier Secrétaire du Parti pour Varsovie, Stefan Staszewski, un des artisans les plus engagés de l'"Octobre Polonais" et principal organisateur de la manifestation. Peu avant 15 heures, les membres du nouveau Bureau Politique prennent place à la tribune érigée à la hâte devant laquelle se tient une foule immense rassemblée, pour la première fois depuis longtemps, de sa propre volonté. Un incident oppose Staszewski au maréchal Rokossowski lorsque celui-ci entreprend de prendre place au premier rang, à proximité de Gomulka. Sa lourde silhouette étant aisément reconnaissable, Staszewski craint le pire et le presse de s'installer en retrait. Interloqué et blême de colère, il finit par obtempérer. La foule, enthousiaste et survoltée, scande "Wiesław" - nom de clandestinité de Gomulka - chante Sto lat - "qu'il vive cent ans" - brandit des drapeaux rouges ou aux couleurs nationales, rouge et blanc. "Liberté et souveraineté", "l'armée avec le peuple" et "solidarité avec les Hongrois", lit-on sur les banderoles qui s'élèvent. Gomulka, très tendu, crispé sur les feuillets de son texte, prend alors la parole devant le pays entier - **son discours est retransmis en direct à la radio**. Il rappelle les principales thèses, déjà connues, du discours qu'il a prononcé quatre jours plus tôt devant le plenum du Comité Central. Il parle beaucoup des relations avec l'URSS, annonçant que les troupes soviétiques en Pologne ont regagné leur "lieux de stationnement" - un euphémisme employé pour ne pas parler de "bases militaires". Ces troupes, estime-t-il sous les huées, cette fois, devront rester en Pologne "aussi longtemps qu'il y aura des bases du Pacte Atlantique en Allemagne de l'Ouest, aussi longtemps que la nouvelle Wehrmacht s'armera". Leur présence est justifiée par le refus de l'Angleterre, de l'Amérique et de l'Allemagne de reconnaître les frontières occidentales de la Pologne. Mais ce n'est que lorsqu'il mentionne la nécessité de relations équitables ou justes avec l'URSS que le nouveau Premier Secrétaire est applaudi. Enfin, Gomulka appelle les Polonais à l'ordre et à la responsabilité : "assez de meetings, de manifestations et de discussions, il est temps de se mettre au travail." Les choses se gâtent lorsque, dans la pénombre de la nuit tombante, la foule commence à scander "Katyń", à conspuer le nom de Rokossowski et à acclamer celui de Wyszyński. Gomulka donne l'ordre de disperser le meeting. Un appel à la dispersion est lancé, mais une centaine de milliers de personnes restent sur la place, scandant "Wyszyński au Politburo",



tandis que Gomułka, pâle comme un cadavre, s'éclipse. La place se vide mais les manifestants se constituent en plusieurs cortèges qui, aux cris de "Katyń", "libérez Wyszyński", et en brandissant des drapeaux hongrois et polonais, marchent sur les bâtiments du Comité Central et de l'ambassade d'URSS. Ici, l'accès en est verrouillé par un service d'ordre ; là-bas, c'est Staszewski lui-même qui, à la tête des ouvriers de Żeran, va, au prix de longues palabres, dissuader les manifestants de mettre à sac l'ambassade. Le même jour, dans le sud du pays, à Legnica, un cortège de manifestants qui se dirige vers le quartier général des forces armées soviétiques est dispersé à l'aide de grenades lacrymogènes.

Alors qu'à Budapest la situation insurrectionnelle échappe au contrôle de la nouvelle direction, à Varsovie, **Gomułka reste maître du cours des événements mais** la situation demeure volatile et **il devra mettre dans la balance tout son prestige pour contenir le bouillonnement anti-soviétique.**

Des mesures d'apaisement sont prises. Ce même 24 octobre, la Diète procède à un remaniement gouvernemental : quelques têtes identifiées au stalinisme, tombent. Des réformistes liés à Gomułka réapparaissent, tandis qu'entrent au gouvernement les premiers ministres "sans-parti". Enfin, le "Comité de la Sécurité Publique", siège de la sinistre *Bezpieka*, est dissous et l'autorité sur cette officine est transférée au ministre de l'Intérieur. Ce même 24 octobre, le gouvernement démet de ses fonctions un autre symbole du stalinisme, le général Witaszewski, chef du service politique de l'armée.

Pendant ce temps se tient à Moscou une réunion extraordinaire du Comité central du PCUS à propos des crises polonaise et hongroise, auxquels sont conviés les leaders bulgares, tchécoslovaques et est-allemands. Khrouchtchev précise, à propos de la Pologne que « trouver une raison pour un conflit armé serait très simple mais trouver un moyen d'y mettre fin serait extrêmement difficile ». D'autant que Moscou a été informé que les autorités polonaises ont commencé à distribuer des armes à feu aux milices ouvrières et à envisager le moyen de bloquer une intervention soviétique. Le discours « modéré » que Gomułka vient de tenir finit de convaincre Moscou qu'une intervention n'est pas à envisager pour l'instant. Au sujet de la Hongrie, le PCUS précise que Gero est complètement dépassé par la situation et préfère ne pas attendre une demande officielle d'intervention car le temps presse.

26-28.X.1956 - Le 26 octobre, deux émissaires du Premier Secrétaire se présentent au couvent de Komańcza - où est toujours assigné à résidence le cardinal Wyszyński, Primat de Pologne – et conviennent avec lui des principes qui présideront aux relations futures entre l'Eglise et l'Etat. Deux jours plus tard, **le 28 octobre, le Primat Wyszyński regagne son palais épiscopal à Varsovie où, accueilli par une foule en liesse, il reprend sa charge.**

29-31.X.1956 - Le 29 octobre, devant les journalistes polonais réunis, Gomułka calme le jeu, les appellent à l'autodiscipline et à la "responsabilité", dément la rumeur d'un coup d'Etat pro-soviétique. Dès le surlendemain 31 octobre, il reçoit les intellectuels catholiques indépendants et promet de leur restituer leur journal et d'autoriser la création des "clubs de l'intelligentsia catholique" qu'ils demandent. Mieux, il s'engage à réserver aux milieux catholiques quelques sièges à la Diète lors de prochaines élections. Ce même jour, le 30 octobre, un communiqué officiel annonce que le maréchal Rokossowski est rentré en Union Soviétique pour prendre un "congé". Enfin, c'est également le 30 octobre que Moscou consent un geste sous la forme d'une déclaration du gouvernement soviétique sur les relations internes au camp socialiste. L'URSS proclame son attachement aux principes d'"indépendance et de souveraineté nationale, de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres et d'égalité en droit" - dans les relations avec les "pays frères", et propose de renégocier le régime de stationnement de ses troupes sur les territoires des alliés concernés comme la Pologne et la Hongrie.

En Hongrie, à laquelle cette déclaration est destinée au premier chef, elle n'affecte guère le cours des événements. L'insurrection a atteint son paroxysme. Nagy, le "Gomułka hongrois" porté à la tête du gouvernement en pleine crise le 23 octobre, s'est refusé à lancer un nouvel appel à l'aide aux Soviétiques pour rétablir l'ordre et a fini par céder aux revendications des insurgés, se ralliant à leurs thèses : la dénonciation du Pacte de Varsovie, l'indépendance, la liberté, la démocratie, le pluralisme... Le cardinal Mindszenty, libéré, soutient le gouvernement de Nagy, gardant tout de même plus de distance que Wyszyński par rapport à Gomułka. A la faveur de ces événements, mais aussi de l'attaque israélienne dans le Sinaï, le 29 octobre, et de l'intervention franco-britannique à Suez, le 30 octobre, une psychose de l'imminence de la guerre s'empare de la Pologne. Des rumeurs de concentration de troupes soviétiques à la frontière polonaise continuent de courir, la population commence à stocker des

vivres, tandis que dans le pays, çà et là, des manifestants réclament le retrait des forces soviétiques déployées sur le territoire polonais.

Vis-à-vis de la Hongrie, un mouvement de solidarité se développe malgré la censure. La presse polonaise ne dissimule pas sa sympathie pour les "frères" hongrois. Une vaste collecte de vêtements, de nourriture, de médicaments et de sang est lancée au profit des insurgés. A Varsovie, bus et tramways arborent des drapeaux hongrois. Les autorités polonaises observent une attitude bienveillante – contrairement aux Tchèques, qui refusent le droit de transit aux dons polonais - mais plutôt prudente. Józef Bem, un Polonais ayant combattu aux côtés des Hongrois dans leur guerre d'indépendance en 1848-1849, est pris en exemple. Dès le 28 octobre, Gomulka a, en effet, envoyé un message de sympathie à Nagy et à Kadar, le nouveau Premier Secrétaire du Parti hongrois. Deux émissaires polonais sont d'ailleurs secrètement dépêchés à Budapest. Une garde d'honneur est mise en place par des étudiants de Varsovie devant l'Institut Hongrois. Les étudiants des Beaux-Arts dessinent et vendent des affiches de soutien. La colombe en pleurs devient un symbole de la tragédie hongroise. « La colombe en pleurs » est une litographie de 1956 de Franciszek Starowieyski. Sans signature mais avec une forte énergie de solidarité visée vers les Hongrois en quête de la vérité, liberté et démocratie. Le 30 octobre, une manifestation de solidarité se déroule à Olsztyn rassemblant plusieurs dizaines de milliers de personnes. La place de l'Armée rouge dans la ville est rebaptisée place des Insurgés hongrois par les manifestants.

1-2.XI.1956 – Après des pourparlers avec les dirigeants soviétiques, Nagy déclare la première journée de liberté et de souveraineté nationale. Presque simultanément, parvient l'information de la marche des troupes soviétiques sur Budapest. Nagy réagit en proclamant la neutralité de la Hongrie et son retrait du pacte de Varsovie. Est-ce cela qui fut le prétexte décisif de l'invasion ? Les opinions à ce sujet sont toujours partagées. Kadar constitue un gouvernement parallèle chez les soviétiques, fait appel aux troupes soviétiques pour rétablir l'ordre, fait un coup d'Etat contre Nagy et s'emploie à mater ceux-là mêmes dont il disait quelques jours plus tôt que les aspirations étaient légitimes. Le 2 novembre, en Pologne, un nouveau message est adressé, cette fois-ci au nom du Comité Central du PZPR, au peuple hongrois, exhorté à faire triompher le socialisme sans intervention extérieure. Mais le même message met implicitement en garde les Polonais contre toute tentation d'emboîter le pas aux Hongrois.

4.XI.1956 - L'armée soviétique, avec 200 000 hommes et des chars, investit à nouveau la capitale hongroise. A Budapest, les combats sont extrêmement violents mais la lutte est très inégale. Nagy en appelle en vain à l'ONU, qui proteste, sans conséquences. L'Ouest, absorbé par la crise de Suez, ne bouge pas. Ce dénouement sanglant - 2 700 morts, près de 15 000 blessés et 15 000 déportés - provoque un choc en Pologne, y compris dans les sphères du pouvoir. Mais l'avertissement a été compris. Gomulka, qui intervient le jour même devant une réunion de l'"actif", - le noyau dur - du Parti à Varsovie, appelle fermement les camarades à l'"unité". **Le cardinal Wyszyński, qui prononce son premier sermon précisément le 4 novembre, lance pour sa part un appel au calme et à la pondération.** Nagy et 48 autres personnes seront enlevées par les soviétiques malgré les garanties de sécurité données par Kadar. Mais une fois l'émotion dissipée, la tension retombe, même si des incidents se produisent sporadiquement par la suite à Bydgoszcz, à Szczecin.

Après la crise hongroise, Gomulka se retrouve avec son image de "communiste national", isolé dans le camp socialiste dont Tito se tient toujours à l'écart et où les "partis-frères" n'ont subi qu'une déstalinisation superficielle. Ceux-ci, par presse interposée, ne se privent d'ailleurs pas de faire sentir aux Polonais leur réprobation. Mais, fidèle à son tempérament et fort du marché conclu avec Khrouchtchev, en même temps que du soutien populaire, il multiplie les mesures symboliques ou substantielles annoncées le 20 octobre dans son discours devant le plenum du Comité Central. Un des gestes les plus attendus par les Polonais est le départ du maréchal Rokossowski. **Le 13 novembre, la Diète entérine formellement le départ de Rokossowski en le libérant de ses fonctions.** Couvert de médailles et de "remerciements" en même temps qu'une trentaine de généraux soviétiques "prêtés" à l'armée polonaise, il quitte la Pologne pour rentrer en Union Soviétique où il sera aussitôt nommé vice-ministre de la défense. D'autres symboles du passé disparaissent eux aussi : Stalinogrod retrouve son ancien nom de Katowice et les "magasins aux rideaux jaunes", ces établissements réservés à la nomenklatura, dénoncés par la presse et les intellectuels, sont fermés. L'interdiction faite aux particuliers de posséder de l'or ou des devises est levée.

L'appareil du pouvoir subit une refonte qui n'affecte certes pas son architecture, mais marque un tournant par rapport à la pratique passée. D'autres responsables à la carrière trop ouvertement liée au stalinisme sont écartés des responsabilités. Même l'appareil local du Parti, resté très conservateur, connaît, à la faveur de l'effervescence générale et sous la pression de la base, une relève du personnel : 11 comités de Parti de voïvodie sur 19 sont renouvelés. Ailleurs les changements ont surtout valeur de symbole. L'appareil de sécurité est soumis à une épuration : plusieurs milliers de ses fonctionnaires sont réaffectés dans d'autres ministères et les responsables les plus compromis sont arrêtés. Jugés un an plus tard, ils seront condamnés à des peines de 15 ans de prison. Après le Comité à la Sécurité Publique, le Comité d'Etat à la Planification est à son tour aboli et remplacé par un organe placé directement sous l'autorité du Premier Ministre, la Commission de Planification. Un Conseil Economique, consultatif, est créé. Enfin, le nombre de vice-premiers ministres est réduit de 7 à 3 : ces postes, traditionnellement occupés par des membres du Bureau Politique, facilitaient le contrôle, par la direction du Parti, de l'action gouvernementale. Ces aménagements, mineurs, mais symboliques, sont placés sous le mot d'ordre d'une **séparation plus nette entre les fonctions de l'Etat et celles du Parti**. L'appareil économique bénéficie lui aussi d'une "nouvelle donne" sous la forme d'un programme d'encouragement à l'initiative privée dans l'artisanat et les services. Les traitements et salaires sont relevés. Mais le mouvement le plus spectaculaire est sans doute la **décollectivisation de l'agriculture** : sans même attendre l'initiative des autorités, 2 000 des quelque 10 000 fermes collectives laborieusement constituées sous le stalinisme se sont spontanément dissoutes dans les 24 heures suivant le discours du 20 octobre de Gomulka. Ce mouvement se poursuivra à grande échelle pendant les semaines suivantes, tandis que le gouvernement abolit les livraisons obligatoires de lait et relève le prix d'achat des denrées agricoles.

**Les relations entre le pouvoir et la société pendant ces premiers mois de l'"Octobre Polonais" sont empreintes de tolérance.** Celle-ci, motivée par des arrière-pensées électorales, est bien entendu circonscrite dans certaines limites, mais elle est réelle et tend à revêtir un caractère plus institutionnel et moins précaire que pendant le "dégel". Elle embrasse la vie intellectuelle (culture, université, presse) et le traitement de l'Eglise avec la conclusion d'un nouveau modus vivendi. Dans les relations sociales et professionnelles, le pouvoir fait également preuve de patience, laissant proliférer les "conseils ouvriers" qui se créent spontanément dans le pays et tolérant pendant un an les grèves qui éclatent çà et là. Il tolère également que les Polonais renouent avec un passé confisqué et travesti. De nombreuses victimes de la *Bezpieka* sont réhabilitées, comme Kazimierz Moczarski, cet ancien de l'AK condamné à mort puis à partager huit mois durant la cellule d'un autre condamné à mort, le général SS Stroop, responsable de l'écrasement du ghetto de Varsovie. Ces **actions de réhabilitation** se prolongent tout au long de l'année 1957, bénéficiant à quelque 1500 personnes entre novembre 1956 et mai 1957. Un monument est érigé, dans un cimetière de Varsovie, à la mémoire des combattants de l'AK et **le 1er août 1957 sera commémoré, pour la première fois, le début de l'insurrection de Varsovie.**

Le tabou qui depuis près de 10 ans portait sur les relations avec l'étranger est également levé. La presse et les publications occidentales ont désormais, dans certaines limites, droit de cité et **le brouillage des radios occidentales prend fin le 25 novembre**. Les nouveaux dirigeants entendent "contrer la propagande anti-communiste avec des arguments plutôt qu'avec du bruit". Les 52 stations de brouillage déployées sur le territoire polonais seront réaffectées aux émetteurs locaux, existants ou à créer. Les restrictions antérieures sur l'octroi d'un passeport sont fortement allégées et à la fin de l'année : ils seront pratiquement remis sur simple demande. Même les contacts avec les Polonais émigrés, auparavant punis d'emprisonnement, sont désormais autorisés. En politique extérieure, domaine "réservé" par excellence, l'action du pouvoir affiche une plus grande autonomie, qui ira jusqu'à l'abstention de la Pologne lors du vote de l'Assemblée Générale des Nations Unies, le 2 novembre, sur une résolution demandant l'admission d'observateurs sur le territoire de la Hongrie. Fort d'avoir été, aux yeux de Moscou, le garant de la stabilité en Pologne, Gomulka va pousser son avantage.

14-18.XI.1956 - Comme convenu le 19 octobre avec Khrouchtchev, **une délégation polonaise se rend le 14 novembre à Moscou**. Les entretiens durent 3 jours et le 18 novembre est publiée une déclaration commune, sorte de charte des relations futures entre les deux pays. Les Soviétiques prennent en effet l'engagement de négocier tous les accords commerciaux et financiers futurs avec la Pologne sur la base

de l'"égalité des droits". Les arrangements pratiques conclus constituent d'ores et déjà un succès pour Gomułka, puisqu'il obtient l'extinction d'une dette de deux milliards de roubles envers l'URSS, en compensation des livraisons de charbon polonais à des prix dérisoires, entre 1946 et 1953. Les Polonais se voient également accorder un crédit à long terme de 700 millions de roubles et la livraison, en 1957, de 1,4 million de tonnes de blé à crédit. La solidité de l'alliance entre les deux pays est réaffirmée, mais les principes d'"indépendance", de "souveraineté" et de "non-ingérence dans les affaires intérieures" dans les relations bilatérales figurent en contrepoint, aussitôt après. Ils trouvent d'ailleurs une première traduction dans les engagements des Soviétiques quant à la conduite de leurs troupes stationnées en Pologne. Si ce stationnement "provisoire" n'est pas remis en cause dans son principe, il ne doit ni "porter atteinte à la souveraineté du pays hôte, ni mener à une "ingérence dans ses affaires intérieures". Son coût sera désormais entièrement supporté par l'Union Soviétique. Enfin, la détermination des effectifs et des lieux de déploiement ainsi que les mouvements en dehors de ces lieux requièrent l'accord des autorités polonaises. Le régime de stationnement sera consigné dans un traité signé un mois plus tard, le 17 décembre, à Varsovie. Enfin, une clause de la déclaration commune prévoit le **rapatriement des derniers Polonais retenus en Union Soviétique depuis 1939**, dont certains sont toujours relégués ou détenus dans des camps. Amorcé fin 1955, ce mouvement de retour durera jusqu'à la fin de l'année 1957, touchant **une centaine de milliers de personnes**.

20.I.1957 - **Les élections à la Diète constituent un véritable plébiscite pour Gomułka**. Investi de la légitimité nationale, Gomułka est au faîte de sa gloire. Mais il n'a pas toutes les rênes du pouvoir et se trouve au centre d'un champ de forces antagonistes : d'une part l'oeil soupçonneux de Moscou et des "partis-frères" qui encouragent les manoeuvres des conservateurs de l'appareil du Parti ; d'autre part les aspirations de la société, qu'essaie de capter et de transcrire en projet politique une avant-garde de communistes réformistes.

Les espoirs des révisionnistes sont alors peu à peu anéantis : **la censure reprend** face aux velléités intellectuelles (interdiction de la revue *Po prostu* en octobre 1957, purge de *Nowa kultura* (« Nouvelle culture ») et *Trybuna ludu* (« Tribune du peuple »)), **les radios occidentales sont à nouveau brouillées**.

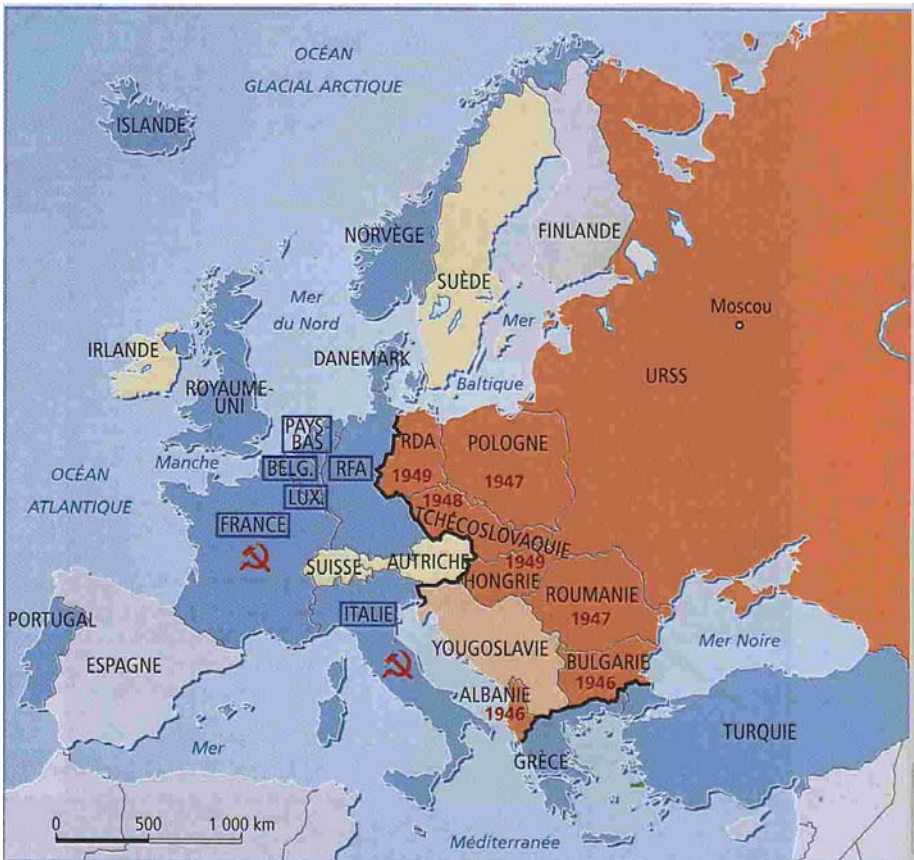
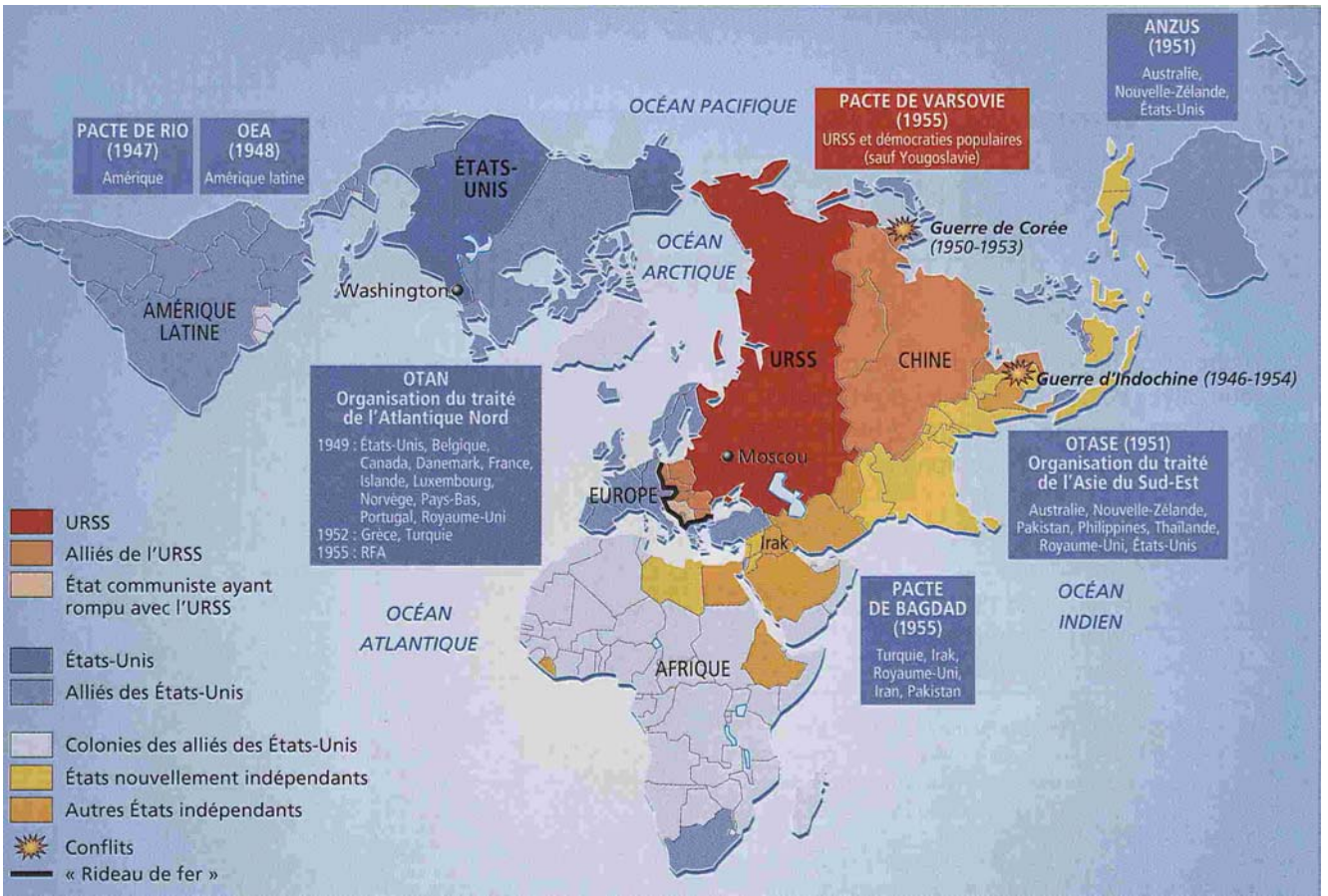
V.1958 - Le slogan de "voie polonaise vers le socialisme" disparaît des discours de Gomułka, après avoir été évoqué une dernière fois lors d'une visite à Budapest, en mai, où Gomułka n'hésite pas à reconnaître qu'il avait été "nécessaire d'étouffer la contre-révolution hongroise".

VI.1958 - Condamné à mort en 1957 après une parodie de procès, le Hongrois Nagy est exécuté avec ses collaborateurs. Au lendemain de la pendaison, c'est encore Gomułka qui, dans un discours aux chantiers navals de Gdańsk, le 26 juin 1958, justifiera le "sévère verdict du tribunal hongrois".

20.XII.1958 - **Liquidation de l'autogestion ouvrière** avec la création de la « Fédération générale des syndicats » (C.R.Z.Z.), fortement centralisée. Le parti est purgé de ses éléments les plus perturbateurs et doté d'une direction inébranlable.

III.1959 - Le IIIème Congrès du P.Z.P.R. marque l'**achèvement de la normalisation**.

# LE MONDE ET L'EUROPE EN 1956



## 1. Le bloc communiste

- Pays membres du pacte de Varsovie
- 1947 Année de création des démocraties populaires
- État communiste non membre du pacte de Varsovie. Exclu du Kominform en 1948.
- ☀ Puissants partis communistes en Europe occidentale
- « Rideau de fer »

## 2. Le bloc occidental

- Pays bénéficiant du plan Marshall et appartenant à l'OTAN
- Pays neutres bénéficiant du plan Marshall (OECE)
- RFA Pays membres de la CECA (1951)

Comment on le voit sur les deux cartes, le contexte des années 1953-1956 est particulier pour l'URSS. Khrouchtchev, Premier secrétaire du PCUS depuis septembre 1953, doit faire face :

- au niveau international à l'organisation militaire et économique du camp occidental (OTAN qui vient d'intégrer la RFA, CECA...). C'est pour cela qu'il réarme la RDA en décembre 1954 et crée le Pacte de Varsovie en mai 1955. Il propose cependant à Eisenhower la « coexistence pacifique » c'est-à-dire une lutte entre les deux blocs qui se limite aux aspects idéologiques (par peur d'une escalade nucléaire).

- au sein du monde communiste au problème yougoslave (Khrouchtchev parvient à se réconcilier avec Tito en mai 1955) et albanais (opposition d'Hoxha à la déstalinisation) et aux divergences avec le puissant frère chinois (dès février 1956, Mao dénonce les réformes engagées par Khrouchtchev).

- au sein des démocraties populaires aux « élections » des nouveaux Premiers Secrétaires du Parti communiste pour remplacer les chefs « staliniens » (Gottwald en Tchécoslovaquie, Rakosi en Hongrie, Bierut en Pologne).

- au sein de l'URSS elle-même à l'opposition de la nomenklatura aux réformes (Khrouchtchev crée le KGB en mars 1954). Mais en octobre 1956, son pouvoir semble beaucoup plus stable.

Cependant, la situation des démocraties populaires est différente :

- la RDA a fait table rase du nazisme. Les émeutes de la mi-juin 1953 ont été réprimées à l'aide des chars soviétiques. Ulbricht se maintient au pouvoir (depuis 1945). La situation est relativement stable pour les Soviétiques.

- la Tchécoslovaquie a vu l'opposition complètement écrasée à la suite du « coup de Prague » en février 1948. L'Eglise pose quelques problèmes (en 1949, Mgr Beran, archevêque de Prague, est confiné à sa résidence puis arrêté) et l'opposant Slansky est condamné à mort et exécuté en 1952. A la mort du stalinien Gottwald deux semaines après Staline, c'est Novotny qui arrive au pouvoir. Une réforme monétaire provoque, le 1<sup>er</sup> juin 1953, des troubles à Pilzen. Mais globalement Khrouchtchev ne craint rien du côté de la Tchécoslovaquie.

- la Pologne a un passé tumultueux avec la Russie mais Moscou connaît donc bien la situation du pays et un soviétique comme K. Rokossovski, placé à la tête de l'armée polonaise dès octobre 1949, est même d'origine polonaise. Les communistes « nationalistes » (Władysław Gomułka) ont été écartés du pouvoir. Mais les réactions hostiles inquiètent fortement Moscou, particulièrement les émeutes de Poznań en juin 1956. Khrouchtchev a donc les yeux rivés sur Varsovie, d'autant qu'il ne fait pas confiance au successeur de Bierut, E. Ochab et s'interroge sur la fidélité de Gomułka par rapport à Moscou. Il sait aussi que le pays est la plus peuplée des démocraties populaires et qu'une intervention soviétique pourrait déboucher sur un conflit difficile à maîtriser et lui fermer l'accès à la RDA. C'est aussi pour cette raison que Moscou a placé ses hommes à la tête de tous les corps d'armée (en mai 1956, 76 unités et 28 généraux, 32 colonels, 13 lieutenant colonels, 2 majors et 1 capitaine). Mais Khrouchtchev est aussi « piégé » par son discours « secret » au XXe Congrès du PCUS, notamment par la conviction qu'il a alors exprimée que la révolution violente n'est pas la seule voie pour défaire le capitalisme : les Polonais appliquent ces propos à la lettre et commencent à évincer des staliniens du pouvoir et à réhabiliter des victimes des purges. La « voie nationale vers le socialisme » est en marche dans l'esprit de nombreux Polonais.

- la Hongrie connaît le même état d'esprit. Elle a été une des dernières démocraties populaires à se constituer. Aux élections de 1947, les communistes n'avaient obtenu que 22 % mais l'opposition était extrêmement divisée ce qui facilita son élimination par tranches successives (ce que le stalinien Rakosi qualifia de « tactique du salami »). Mais la population reste hostile aux communistes et en 1949, le cardinal Mindszenty est inquiété. Les communistes « libéraux » (Imre Nagy et Janos Kadar) ont été évincés du pouvoir. Mais Rakosi est détesté par la population et Moscou préfère temporiser en obligeant d'abord le dirigeant à accepter une dyarchie et la réintégration de Nagy comme chef du gouvernement puis en remplaçant Rakosi par Erno Gero. Mais ce dernier est très impopulaire et Khrouchtchev sait que les Hongrois veulent que Nagy prenne le pouvoir. Mais le dirigeant du Kremlin s'interroge là encore sur la fidélité de cet homme par rapport à Moscou, d'autant que le pays est une frontière du Pacte de Varsovie : si la Hongrie sortait de l'alliance, cela pourrait signifier une porte ouverte pour une intervention occidentale directe en URSS (comme pour la Tchécoslovaquie).

## Questions et problématiques

*Les soviétiques étaient-ils décidés à utiliser la force en Pologne en octobre 1956 ?*

Certes, les gesticulations militaires des Soviétiques en octobre 1956 avaient d'abord pour objectif d'intimider les Polonais. Mais si les pourparlers avaient échoué, auraient-ils recouru à la force, malgré les conséquences d'une telle action sur le plan international ? Ochab le tient pour certain et les Soviétiques l'ont répété à plusieurs reprises et même démontré, a posteriori, en intervenant deux semaines plus tard à Budapest. Dans ses Mémoires, Khrouchtchev précise que « l'état d'esprit populaire était anti-soviétique. Cela pouvait menacer notre accès à l'Allemagne par la Pologne... d'autant que les dirigeants du pays nous ont répété à plusieurs reprises de ne pas nous rendre en Pologne ». Rokossovski lui-même avait averti les Soviétiques que la réponse polonaise à une intervention militaire aurait été tout sauf faible. La question est alors de savoir à partir de quel point Khrouchtchev pouvait considérer que les pourparlers avec les dirigeants polonais avaient abouti. En effet, le départ de Rokossovski du Bureau Politique et de Pologne a été, toute au long des négociations, le principal point d'achoppement. Or Khrouchtchev a quitté Varsovie en acceptant ce départ, donc en faisant une importante concession, une pratique étrangère à la tradition soviétique. Une des raisons de ce revirement est que l'URSS a reçu de Pékin une très ferme mise en garde contre l'intervention en Pologne. Ochab pense que cette démarche a été déterminante dans l'attitude soviétique et les Chinois se plaisent à souligner leur rôle à cet égard. Mais l'unanimité populaire autour de Gomułka ostensiblement soulignée par la délégation polonaise, a indiscutablement impressionné Khrouchtchev, ainsi que la détermination affichée par Gomułka à s'exprimer à la radio. Il aurait pu déclencher une insurrection armée alors même que la délégation soviétique était encore à Varsovie. Par ailleurs, personne ne pouvait garantir qu'en cas d'incident, l'armée polonaise continuerait d'obéir au maréchal Rokossovski. Enfin et surtout, Gomułka a donné à son interlocuteur des garanties suffisantes sur la position de la Pologne dans le camp socialiste et dans le Pacte de Varsovie.

*Les soviétiques ne s'étaient-ils pas secrètement mis d'accord avec Gomułka ?*

Homme de conviction, le nouveau Premier Secrétaire n'en est pas moins un réaliste. Ochab estime même que les Soviétiques "jouaient sur un deuxième piano" et qu'ils ont peut-être "mis en selle" Gomułka. Il est vrai que celui-ci avait des contacts suivis avec l'ambassade soviétique. Toute cette mise en scène n'aurait-elle eu pour autre objet que de légitimer le Parti, dans un réflexe nationaliste dont l'URSS n'aurait qu'en apparence fait les frais ?

*Pourquoi finalement l'Octobre polonais n'a pas connu le sort de l'Octobre hongrois ?*

Si le Parti polonais a fait l'économie d'une intervention armée de l'Union Soviétique, il le doit en bonne partie à deux hommes, Ochab et Gomułka. Le premier, qui se défend d'avoir eu d'autre ambition que de servir le Parti, a su organiser et tempérer la transition entre le stalinisme et l'"homme providentiel". "Faute d'un Ochab", écrit François Fejtő, "la crise hongroise sombrera dans le sang". Le second a eu la patience d'attendre son heure, sans provoquer une scission fatale dans le Parti, et l'intelligence politique de concilier la forte aspiration nationaliste du pays avec les intérêts de grande puissance de Moscou.

*Le soutien populaire de Gomułka est-il lié à son programme ou à la distance de celui-ci par rapport à Moscou ?*

"Dans l'esprit de beaucoup de Polonais", écrit Francis Fejtő, "la révolution ne faisait que commencer". Ce jugement est sans doute vrai pour les Polonais politiquement engagés, c'est-à-dire une fraction du Parti, une partie de l'intelligentsia, de la jeunesse et de la classe ouvrière. Mais tous les autres n'ont-ils pas davantage soutenu Gomułka contre les Soviétiques et contre le stalinisme que sur son programme ?

*Gomułka a-t-il su porter les espoirs de la société polonaise ?*

Les années qui suivent l'"Octobre Polonais" révèlent les convictions et la personnalité véritables de Gomułka, très différentes de la légende qu'il a laissée accréditer en 1956. La comparaison de ses premiers discours de Gomułka avec les plus récents montre une étonnante constance de ses opinions,

formées manifestement pendant ses années de jeunesse en Galicie. Habité par des idées simples et fortes, l'homme a davantage confiance dans ses certitudes et son instinct politique que dans des constructions intellectuelles dont il se méfie - comme, du reste, des intellectuels eux-mêmes. Ses convictions lui interdisent de se reconnaître dans les méthodes du stalinisme - la terreur policière, le culte de la personnalité, le fanatisme idéologique - mais elles sont celles d'un communiste orthodoxe et sincère. Il comprend que le communisme ne peut pas s'enraciner s'il est imposé de l'extérieur. Il ne conçoit pas, cependant, le communisme en dehors des fondements du léninisme : dictature du prolétariat, rôle dirigeant du Parti, centralisme démocratique. Or la dictature du prolétariat, c'est celle du Parti et celle du Parti, il ne la voit qu'à travers la sienne propre. Car Gomułka est un dictateur dans l'âme. Réfractaire au partage du pouvoir ou à son exercice collégial, il ne doute pas un instant de la justesse de ses choix. Nixon, qu'il reçoit, le trouve "caustique, désagréable et donneur de leçons". D'un tempérament colérique, allergique à la moindre critique, intolérant aux opinions dissidentes, il s'est replié, pour diriger le pays et le Parti, sur un petit cercle de proches qui ne doivent leur position qu'à leur docilité. Au fil des années, ce phénomène de cour, qui n'est certes propre ni à la Pologne ni à son régime, le coupera de plus en plus des réalités. Ce tempérament autoritaire, on le retrouve dans les nominations d'hommes à poigne dans l'appareil du pouvoir, des nominations que dicte son rapprochement avec l'aile conservatrice du Parti. C'est ainsi que des partisans des réformes sont, en 1959, écartés des responsabilités. Tandis qu'y reviennent des apparatchiks liés au stalinisme et écartés en 1956. Ce mouvement sera couronné par la nomination, en mai 1960, de l'ancien chef du service politique de l'armée - et à ce titre bras droit jusqu'en 1956 du maréchal Rokossowski - le général Witaszewski, conservateur notoire et un des adversaires politiques les plus déterminés de Gomułka en 1956, à la tête du département administratif du Comité Central, un poste-clé qui donne la haute main sur toutes les nominations et les questions de sécurité. Son autoritarisme vaudra à Gomułka le surnom de "Piłsudski rouge", par analogie avec la volonté du maréchal de brider, grâce à un pouvoir fort, la propension de ses compatriotes à l'anarchie. Il se conjugue, dans la pratique politique, avec une remarquable habileté manoeuvrière : Gomułka a su s'appuyer tour à tour sur l'une ou l'autre faction pour se hisser au pouvoir ou s'y maintenir, avant d'écraser ces alliés de circonstance une fois qu'ils sont devenus trop encombrants. Il a également veillé à ne pas faire de promesses concrètes en 1956 et à garder le silence sur ses véritables intentions : il aura donc beau jeu de se désolidariser des espoirs placés en lui et qu'il n'a jamais vraiment formellement endossés. Tacticien adroit, il l'est encore dans sa démarche politique au jour le jour : dans la meilleure tradition léniniste, il conquiert ou reconquiert le terrain progressivement, temporisant, voire reculant si c'est nécessaire pour ensuite reprendre le mouvement. C'est ainsi que toutes les concessions qu'il a dû consentir en 1956 seront ensuite patiemment reprises dès lors qu'elles n'ont pas leur place dans son modèle du socialisme : libertés de presse ou de réunion, franchises de l'Eglise, autonomie ouvrière, "socialisme de marché", etc. Toutes les mesures restrictives prises dans ce sens procèdent naturellement de la volonté de Gomułka et non pas, comme on a pu le suggérer à l'époque, des pressions de Moscou.

### *Gomułka a-t-il réellement mis en place une "voie polonaise vers le socialisme" ?*

Si son régime est incontestablement plus souple, plus humain et plus populaire que celui qui l'a précédé, il n'en reste pas moins un régime communiste, qui ne prend nullement le chemin de la libéralisation. Au contraire, la "voie polonaise vers le socialisme" ressemble de plus en plus à celle des autres "démocraties populaires", même si, à la différence de celles-ci, le régime ne peut plus asseoir son autorité sur la peur chez ses sujets. Gomułka estime que "la mise en question et la révision du marxisme-léninisme n'est pas une affaire intérieure de tel ou tel Parti communiste, car elles se répercutent sur tout le mouvement communiste international". Dix ans avant l'intervention soviétique - et polonaise - à Prague, Gomułka vient de définir la fameuse "doctrine Brejnev" qui servira à la légitimer. La Pologne fut de nouveau élue, en 1959 au Conseil de sécurité de l'O.N.U. Forte d'une expérience particulièrement malheureuse, la Pologne s'attacha avant tout à prévenir ce qu'elle appelait l'esprit de revanche de l'Allemagne et s'appuyant sur l'Union Soviétique encouragea la consolidation du "triangle de fer" Pologne - Allemagne Démocratique - Tchécoslovaquie.

A partir du début des années soixante, la Pologne s'installe dans un équilibre largement bancal. D'un côté, la consolidation du pouvoir de Władysław Gomułka conduit à un raidissement au niveau politique



et économique. D'un autre côté, la Pologne reste sans doute au début des années 1960 le pays le plus libéral et ouvert de tous les pays du bloc. Dans les domaines de l'art, de la culture et des sciences, en plus des créations nationales, les Polonais ont accès à des œuvres étrangères, tolérées parfois par les autorités. Le théâtre et la cinématographie polonaise vivent alors leur « âge d'or ». La population profite de ce relatif assouplissement du régime, agacé cependant par le développement, dans les milieux de la jeunesse étudiante et dans les cercles de l'intelligentsia, de clubs « de discussion » qui contestent le système glissant progressivement vers le totalitarisme.

## Les personnages clés de la période :

**Wladyslaw Gomułka** (6 février 1905 à Krosno en Galicie - 31 août 1982 à Varsovie) est un politicien polonais.



Ouvrier à 14 ans, il adhère au Parti socialiste polonais qu'il quitte en 1927 pour le Parti communiste polonais clandestin où il s'occupe de syndicalisme. En 1932, il est blessé par la police de Piłsudski à la sortie d'une réunion syndicale. En prison de 1932 à 1934, puis de nouveau en 1936, pour atteinte à la sûreté de l'Etat, il s'évade en septembre 1939, participe à la résistance polonaise, puis, en novembre 1943, il est secrétaire général du Parti Ouvrier Polonais (POP) clandestin. En 1945, vice-président du Conseil des ministres, il définit "une voie polonaise vers le socialisme" et refuse la collectivisation des terres. En 1948, il est élu au comité central du Parti ouvrier unifié polonais (POUP). Ecarté pour "déviationnisme droitier et nationaliste", il est démis de toutes ses fonctions, et exclu du POUP en 1949. Arrêté en 1951, libéré en 1954, il est peu à peu réhabilité car il apparaît aux yeux des communistes polonais et soviétiques comme un « moindre mal ». Gomułka sait parfaitement se taire pendant sa captivité et attend le moment propice, en octobre 1956, pour alterner des discours d'indépendance lorsqu'il s'adresse aux communistes polonais et d'amitié soviétique lorsqu'il s'entretient avec les dirigeants de l'URSS. Il est élu premier secrétaire du comité central et mène par la suite un putsch en douceur avec l'appui de l'armée et de la majorité du parti polonais. L'URSS mobilise alors l'Armée Rouge pour marcher sur Varsovie, mais recule après avoir reçu l'assurance que le gouvernement Gomułka ne serait ni anticomuniste ni antisoviétique. L'"octobre polonais" a eu lieu quelques semaines avant les événements de 1956 en Hongrie qui ont commencé par les manifestations de soutien aux Polonais à Budapest, place de général Jozef Bem (un général polonais et commandant hongrois en 1848). Gomułka libéralise partiellement son administration et s'entend avec l'épiscopat. Mais voulant concilier l'indépendance avec l'amitié soviétique, il perd des appuis, et les crises de 1968 lui sont fatales. Il doit démissionner au profit d'Edward Gierek, en décembre 1970, après les émeutes consécutives à l'augmentation des prix.

**Edward Ochab** (1906-1989)



Ochab a été Premier secrétaire du POUP entre mars et octobre 1956 et est devenu président de la République populaire de Pologne dans les années 1964-1968. Agé de 50 ans en 1956, communiste de la première heure réfugié en URSS pendant la guerre, puis général de l'armée polonaise, Ochab a été, en sa double qualité de membre du Bureau Politique et de secrétaire du Comité Central de 1950 à 1956,

associé de près à la politique de Bierut. Inconnu de l'immense majorité des Polonais à cette époque, Ochab jouit, parmi les communistes, d'une réputation d'orthodoxie stalinienne, mais aussi d'intégrité et est crédité d'une énergie et d'une autorité suffisantes pour ne pas devenir le jouet des Soviétiques. Khrouchtchev tiendra toujours rigueur à Ochab de la large diffusion de son rapport secret au XXe Congrès du PCUS. Après l'insurrection ouvrière de Poznań, Ochab cherche avant tout à éviter la crise ouverte dont il redoute qu'elle déclenche l'intervention armée de l'URSS. La position "centriste" qu'il s'impose de respecter entre les deux factions opposées le rapproche, au fil des semaines, des "réformateurs", à mesure que le centre de gravité du Parti se déporte vers la ligne politique qu'ils incarnent. Ochab abandonna la politique en 1968 au moment de la campagne antisémite en Pologne.

**Stefan Wyszyński** (3 août 1901 à Zuzela sur le Bug entre Mazovie et Podlachie - 28 mai 1981)



Wyszyński était archevêque de Varsovie et de Gniezno et Primat de Pologne entre octobre 1948 et 1981. Malgré un accord avec les communistes le 14 février 1950, dès le mois de mai, la Diète vote une loi confisquant les propriétés de l'Eglise. Wyszyński fut élu cardinal en 1952. Une grande vague de persécution commença en 1953. Le 25 septembre 1953, il fut emprisonné à Grudziadz et ensuite placé en résidence surveillée dans les monastères de Prudnik près d'Opole et de Komańcza dans les Bieszczady. Il ne fut libéré que le 26 octobre 1956. Lorsque de grandes grèves commencèrent en 1980, Wyszyński appela communistes et grévistes à être responsables de leurs actions.

Wyszyński est considéré comme une des grandes autorités morales du 20<sup>e</sup> siècle. En 2000 un film a retracé la vie et l'emprisonnement du cardinal Stefan Wyszyński intitulé "Le Primat - Trois ans pour un millénaire", réalisé par Teresa Kotlarczyk. Le rôle était joué par Andrzej Seweryn.

**Maréchal Konstantin Rokossovsky** (21 décembre 1896 – 3 août 1968)



Bien que les parents de Konstantin Rokossovsky vivaient en Russie, la famille Rokossovsky appartenait à la noblesse polonaise et nombre de ses membres s'illustrèrent dans la cavalerie. Rokossovsky, qui parlait mal polonais, décida de russifier son nom en changeant son patronyme Ksawerowitsch en Konstantinowicz pour faciliter sa carrière militaire dans l'Empire russe puis dans l'Armée rouge. Après s'être illustré sur de nombreux fronts (guerre civile contre les tsaristes, guerre

polono-soviétique...), il fut victime des purges staliniennes et emprisonné entre 1937 et mars 1940 puis réhabilité par le même Staline. Il joua un rôle clé dans la défense de Moscou et de Stalingrad contre les nazis puis dans l'offensive soviétique. C'est lui qui commanda l'opération qui s'arrêta sur la rive droite de la Vistule, laissant ainsi les nazis détruire Varsovie. C'est lui qui dirigea les troupes soviétiques au nord de l'Allemagne et fit la jonction avec les troupes britanniques de Montgomery. Pour toutes ces victoires, il fut nommé maréchal de l'URSS et Staline accepta, à sa demande, de le nommer dès octobre 1949, Ministre de la Défense et maréchal de Pologne. Il emmena avec lui plusieurs milliers d'officiers soviétiques et prit une part active à la stalinisation et à la soviétisation du pays, notamment dans les déportations des opposants dans les goulags de l'URSS. C'est aussi lui qui, en juin 1956, obtint d'Ochab le droit d'envoyer 10 000 soldats et 360 tanks contre les manifestants. Il essaya par la suite de convaincre Khrouchtchev d'utiliser la force contre les réformistes en octobre 1956 ; mais, devant le refus de celui-ci, il dut quitter la Pologne et retourner en URSS, auréolé de gloire et d'un titre de Ministre de la Défense qu'il conserva jusqu'en avril 1962. Son corps repose sur la Place Rouge.

### **Józef Cyrankiewicz (1911-1989)**



Ancien détenu d'Auschwitz, il devint Premier ministre du pays en février 1947 et présida en la transformation de son gouvernement pseudo-démocratique en un Etat de style purement soviétique avec parti unique. Il fut récompensé par une carrière qui dura 25 ans, inamovible Premier ministre entre 1947 et 1952 puis entre 1954 et 1970. En décembre 1970 il devint président du Conseil d'Etat jusqu'en 1972.

## Projet d'échange des élèves de Terminale de Varsovie en Histoire

Les programmes des Terminales ont en commun de traiter la Guerre froide et les contestations du modèle soviétique (notamment dans les démocraties populaires). Il paraît intéressant, à l'heure où la Pologne célèbre les 50 ans de l'« Octobre polonais », de comparer le processus polonais à l'« Octobre hongrois ». Le thème choisi est donc :

### « 1956 : l'Octobre polonais ».

La démarche de recherche, d'analyse et de présentation orale se base sur plusieurs principes :

- des **groupes de travail** : 6 groupes de 3 ou 4 élèves. Ces groupes doivent si possible comporter au moins un élève polonophone afin de faciliter la récolte d'informations en langue nationale.
- des **sujets d'étude** : chaque groupe choisit un sujet d'étude

<i>Sujets d'étude</i>	<i>Nom des élèves</i>
1. Un régime qui reste stalinien (1953-1955)	
2. Un dégel progressif (1955-1956)	
3. Poznań, juin 1956	
4. Le grand retour de Gomułka	
5. Solidarité avec les Hongrois et fin des espoirs	

- Le diaporama à commenter figure dans le **dossier « Octobre 1956 »** situé dans le disque « classe » du réseau de l'établissement. Ce dossier se compose de plusieurs fichiers : un fichier « **Présentation** » qui est le diaporama Power Point avec les images de la période ; un **dossier « Histoire »** avec des informations diverses relatives à l'histoire de la période avec une chronologie, des textes de la période et des articles d'historiens.
- Chaque groupe doit rendre une disquette (ou un CD) avec environ une page (Word) d'analyse de sa partie du diaporama.
- La démarche doit consister pour chacun à relire rapidement l'histoire générale de la période (chronologie, dossier « Histoire » et textes) et à construire une **présentation** du diaporama pour éclairer le thème sélectionné puis à en faire une **analyse** précise.
- Chaque groupe choisit un (ou deux) élève(s) qui présente l'analyse aux élèves de Budapest. Cette présentation se fait au vidéo-projecteur et dure entre 5 et 10 minutes. Le professeur d'histoire se charge d'amener le diaporama.

## GLOSSAIRE DES SIGLES POLONAIS

A..K.	Armia Krajowa	Armée Nationale, non communiste
C.R.Z.Z.	Centralna Rada Związków Zawodowych	Fédération Générale des Syndicats
F.J.N.	Front Jedności Narodowej	Front d'Unité Nationale
F.S.O.	Fabryka Samochodów Osobowych	Usine automobile
K.B.W.	Korpus Bezpieczeństwa Wewnętrznego	Corps de Sécurité de l'Intérieur
K.P.P.	Komunistyczna Partia Polska	Parti Communiste Polonais
O.H.	Organizacja Harcerzy	Organisation des Scouts
P.A.P.	Polska Agencja Prasowa	Agence de Presse Polonaise
P.R.L.	Polska Republika Ludowa	République Populaire de Pologne
P.Z.P.R.	Polska Zjednoczona Partia Robotnicza	Parti Ouvrier Unifié Polonais
R.W.E.	Radio Wolna Europa	Radio Europe Libre
S.B.	Służba Bezpieczeństwa	Services de Sécurité (services secrets)
U.B.P.	Urząd Bezpieczeństwa Publicznego	Ministère de la Sécurité Publique
Z.I.S.Po.	Zakłady imienia Stalina w Poznaniu	Etablissements Staline à Poznań